

ÉDITION 2010

Les Indicateurs FCCQ

Fédération des chambres
de commerce du Québec
FCCQ.CA

Grâce à son vaste réseau de 154 chambres de commerce, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) représente plus de 40 000 entreprises et 100 000 gens d'affaires exerçant leurs activités dans tous les secteurs de l'économie et sur l'ensemble du territoire québécois. La FCCQ est l'ardent défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, favorisant ainsi un environnement d'affaires innovant et concurrentiel

Avec la participation de :



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec

Table des matières

Mot de la présidente-directrice générale	3
Sommaire	4
Avancement du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ	6
1 Cultiver l'entrepreneuriat	7
2 Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de richesse	8
3 Agir sur les facteurs directs de productivité	9
4 Favoriser le développement d'une main-d'œuvre qualifiée, disponible et mieux adaptée aux besoins	10
5 Appuyer l'exploitation énergétique comme levier économique et améliorer notre efficacité énergétique...	11
6 Encourager le gouvernement à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental	12
7 Dynamiser notre potentiel d'innovation	13
8 Attirer les investissements étrangers et les partenaires commerciaux les plus stratégiques	14
Les signaux provenant des régions administratives du Québec	15
Abitibi-Témiscamingue	16
Bas-Saint-Laurent	17
Capitale-Nationale	18
Centre-du-Québec	19
Chaudière-Appalaches	20
Côte-Nord	21
Estrie	22
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23
Lanaudière	24
Laurentides	25
Laval	26
Mauricie	27
Montréal	28
Montréal	29
Nord-du-Québec	30
Outaouais	31
Saguenay-Lac-Saint-Jean	32
Notes de la rédaction	33

Mot de la Présidente-directrice générale



En février 2006, après une année de consultation auprès de ses membres, la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) publiait sa vision économique : **Pour un Québec gagnant. D'abord et avant tout, un Québec compétitif et innovateur qui exploite l'ensemble des possibilités de l'internationalisation : voilà notre vision!**

Ainsi, chaque année, la FCCQ évalue le progrès que réalise le Québec par rapport à sa vision économique. Dans Les Indicateurs FCCQ, elle présente une analyse macroéconomique de l'ensemble de la province et de ses régions administratives.

À la lumière de ce que démontrent ses indicateurs et sur la base de sa vision économique, la FCCQ oriente ses actions auprès des gouvernements et de ses partenaires. Car, pour la FCCQ, le dynamisme économique du Québec passe, bien sûr, par celui des entreprises, mais également par des politiques gouvernementales structurantes qui favorisent la création de richesse.

Malgré une embellie de l'économie, les indicateurs FCCQ - Éditions 2010 nous invitent à la vigilance en ce qui concerne la croissance future de l'économie québécoise. Il est vrai que le Québec fait meilleur figure que la plupart de ses partenaires nord-américains en cette sortie de récession. Toutefois, dans une perspective de croissance à plus long terme, l'avenir s'annonce difficile et il faudra relever de nombreux défis.

À titre de défenseur des intérêts de ses membres au chapitre des politiques publiques, la FCCQ entend continuer de prendre fait et cause pour des politiques publiques axées sur la croissance des entreprises. Selon la FCCQ et ses membres, cela demeure la seule façon de redresser l'économie du Québec et favoriser ainsi l'enrichissement collectif et la productivité de notre économie.

Bonne lecture de l'édition 2010 de Les Indicateurs FCCQ!

La présidente-directrice générale

Françoise Bertrand

Présidente-directrice générale

SOMMAIRE

Nous sommes sur la bonne voie, mais ne baissons pas les bras!

L'année 2009 a été marquée par une amélioration de la productivité et des investissements en capital de risque; toutefois, des défis s'imposent encore au Québec pour rattraper notre retard en terme de productivité et de gestion de la dette publique.

Malgré un retour à la croissance, la productivité demeure en retard par rapport à celle de nos partenaires naturels

L'amélioration de la productivité par heure travaillée en \$ constants est certes encourageante, mais pas encore suffisante pour rattraper le niveau de productivité du reste du Canada, supérieur de 10 %. En effet, le Québec a de la difficulté à transformer ses forces en avantages compétitifs. Par exemple, la proportion de notre richesse allouée à la R&D et nos taux de diplomation aux 2^{ème} et 3^{ème} cycle sont plus élevés que dans le reste du Canada. En plus, la proportion des emplois occupés par des travailleurs scolarisés (études post secondaires et universitaires) augmente régulièrement. Seulement la part du PIB investie en machines et en capital diminue et le stock de capital stagne.

Une évolution du taux d'emploi difficile pour les plus jeunes

Au niveau du capital humain, deux points attirent l'attention. D'une part, on observe une augmentation du taux d'emploi de tous les groupes d'âges de plus de 35 ans et particulièrement marqué au cours des cinq dernières années chez les 50 ans et plus. Les gens plus âgés travaillent plus. Toutefois, cette tendance est stable au niveau des plus jeunes et négative pour les 25 ans et moins. D'autre part, l'écart du taux d'emploi inférieur au Québec par rapport au reste du Canada diminue régulièrement depuis 2006, mais il demeure beaucoup plus marqué chez les hommes que chez les femmes.

Une balance commerciale de plus en plus déficitaire

Un autre élément positif mais mitigé est la diminution de notre dépendance envers les États-Unis pour nos exportations. En effet, alors qu'elles représentaient plus de 85 % en 2002, elles ne représentent plus que 69 % du total des exportations en 2009. Toutefois, une part importante de cette diminution est attribuable simplement à une réduction des exportations aux États-Unis plutôt que par une forte augmentation des exportations vers d'autres destinations. Il en a résulté une poursuite de l'accroissement du déficit commercial.

Un gouvernement de plus en plus présent dans l'économie

Les dépenses publiques provinciales en pourcentage du PIB sont en permanente augmentation depuis 2002, passant de 24,3 % du PIB au début de la période à 28,3 % en 2009. Les autres provinces canadiennes dépensent moins relativement à leur PIB et malgré une diminution de ce pourcentage entre 2002 et 2005, on assiste depuis à une augmentation de ces dépenses. La dépendance de notre économie envers le secteur public augmente. Les dépenses des administrations publiques sont plus importantes que les recettes qu'elles génèrent. Les annonces faites par la Présidente du Conseil du trésor en novembre 2010 en lien avec le Budget annoncé au printemps 2010 sont rassurantes à cet égard puisqu'elles démontrent une détermination du gouvernement à resserrer ses dépenses et ultimement à réduire ses déficits selon sa planification annoncée.

Un service de la dette qui s'alourdit!

Au Québec, la dette publique nette a crû plus vite que le PIB passant de 23,3 % de la production nationale à 42,8 % entre 1988 et 2008 mais tend à se stabiliser depuis les trois dernières années. Malgré cette stabilisation, le poids du service de la dette au Québec dans la production nationale, soit la somme des intérêts annuels sur la dette relativement au PIB, représentait 2,6 % du PIB en 2008 contre 3,2 % en 1989, se stabilisant entre 2004 et 2006. Toutefois, le poids du service de la dette est reparti à la hausse en 2008 et surtout en 2009. La différence dans le poids de la dette apparue en 1999 entre le Québec et le reste du Canada n'a cessé de s'agrandir en défaveur du Québec.

En somme, l'impact de la crise financière de 2008 semble se résorber et c'est grâce aux efforts et investissements déployés par l'état pour relancer notre économie. Ces réinvestissements ont par ailleurs amplifié la dette publique déjà lourde à porter. Notre économie demeure tout de même vulnérable en raison de notre difficulté à transformer nos forces en avantages concurrentiels notamment la productivité toujours en décalage important par rapport à nos partenaires économiques. L'importance du secteur public et du faible niveau d'investissements en machineries et équipements sont d'autres facteurs qui hypothèquent notre développement à court terme.

Les signaux en provenance des régions du Québec

Les faits dominants en 2009 sont la stagnation dans la croissance par habitant en terme nominale par rapport à 2008, l'importance de l'industrie de la construction dans une majorité des régions et surtout l'inquiétude suscitée par les indicateurs de la région de Montréal.

La croissance a été anémique ou faiblement négative dans toutes les régions avec aux extrêmes, la plus élevée, l'Outaouais (+1,5 %) et le Saguenay Lac St-Jean (-2,4 %). Toutes les régions ont accusé en terme nominal une diminution de leur PIB par habitant en 2009 à l'exception de trois: La Gaspésie Ile de la Madeleine (+0,9 %), le Nord du Québec (+0,3 %) et le Bas St-Laurent (0 %).

Le secteur de la construction occupe plus de 6 % de l'activité économique dans 10 régions du Québec et plus de 10% dans 4 régions. Il est le secteur dominant de l'économie québécoise (7 %) après le secteur des finances (17 %), la fabrication (tous produits confondus) (17 %), et les soins de santé (8 %).

Au niveau de l'emploi, il est notable que plus de 59 % des emplois sont détenus par quatre régions: Montréal (24 %), Montérégie (19 %), Capitale nationale (9 %), Laurentides (7 %). Ces mêmes quatre régions accaparent plus de 64 % de la production du Québec.

Au total, la croissance annuelle moyenne des investissements en machines et équipements au Québec était à peu près nulle de 2008 à 2009.

Ce qui n'est pas sans créer des inquiétudes au niveau de l'accroissement de la productivité et de la compétitivité du Québec. Toutefois, quatre régions se sont démarquées au niveau de ces investissements en pourcentage du PIB en 2009, la capitale nationale (11 % du PIB), le Nord du Québec (10 %), la Côte-Nord (10 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (9 %).

Il en est autrement au niveau des investissements en construction qui ont maintenue une croissance moyenne de 10 % de 2000 à 2009. Les championnes à cet égard étaient en 2009, le Nord-du-Québec, la Côte-Nord, la Gaspésie-Iles de la Madeleine et les Laurentides avec des investissements de 68 %, 30 %, 30 % et 23 % de leur PIB respectivement.

La croissance annuelle moyenne du PIB était la plus forte au Nord-du-Québec (8,5 %), dans Lanaudière (5,9 %), Laval (5,4 %) et Laurentides (4,9 %) au cours de la période 2000 à 2009. L'exploitation des richesses naturelles dans le Nord et le développement des régions en périphérie de Montréal explique cette performance.

Montréal suscite des inquiétudes puisque le taux d'emploi a fortement chuté en 2009, les investissements en machines et équipements ont régulièrement diminué depuis 2000 et la croissance du PIB de notre 'moteur économique' était plus faible en 2009 que la moyenne québécoise.

Avancement du Québec par rapport aux axes d'intervention de la FCCQ

AXE 1. Cultiver l'entrepreneuriat

ENJEUX

- › Taux de faillite comparativement élevé
- › Proportion élevée d'entreprises avec moins de 5 employés
- › Migration des petites entreprises vers les moyennes et grandes entreprises

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

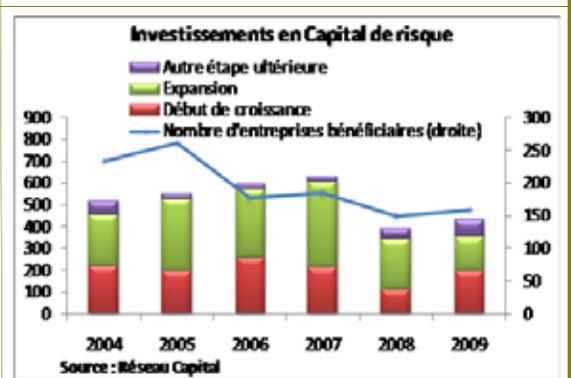
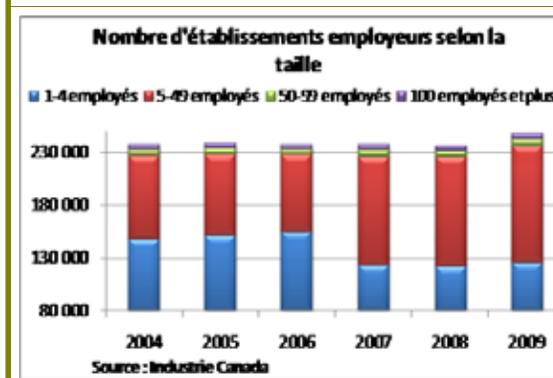
- › Favoriser la croissance des entreprises
- › Encourager le commerce et la collaboration entre les entrepreneurs
- › Contribuer à la mise en place de modes permettant l'intégration des PME manufacturières aux secteurs de pointe
- › Participer aux efforts de transferts intergénérationnels dans les PME

Une croissance positive du nombre d'entrepreneurs pendant que les faillites diminuent. Malgré la baisse de 2008, le nombre d'entrepreneurs a augmenté en 2009 et confirme la tendance positive observée depuis 2002. Ainsi, leur nombre a progressé de plus de 21 % passant de 465 800 à 564 600 entreprises individuelles pendant cette période. En plus de ce constat, le nombre de faillites par millier d'entrepreneurs a diminué en 2009 et brise la tendance de ces cinq dernières années. Toutefois, ce nombre est à comparer avec le reste du Canada dont le ratio de faillite est en constante diminution depuis 2003 et tend à maintenir l'écart en défaveur du Québec.

Les investissements en capital de risque repart à la hausse peu importe la phase de vie des entreprises. Si le montant de capital de risque est toujours en dessous de son niveau de 2007, on observe une augmentation de ce dernier et surtout un plus grand équilibre dans la destination de ces liquidités. Ainsi, la crise économique avait rendu les investisseurs plus méfiants à l'égard de nouvelles

entreprises et la grande majorité des fonds se sont dirigés vers les étapes post début de croissance. La dernière année est caractérisée par l'augmentation de la part de ces fonds alloués aux entreprises en début de croissance et du nombre d'entreprises bénéficiaires.

L'augmentation du nombre d'entrepreneurs et de la disponibilité du capital risque combinés à une baisse de faillite par entrepreneurs sont tous autant de facteurs ayant contribué à l'augmentation du nombre d'établissements employant moins de 50 personnes passant de 225 057 à 235 715 entre 2008 et 2009. Parmi cette augmentation de 10 657 entreprises, 35,5 % d'entre-elles sont des établissements employant moins de cinq personnes et ayant dû bénéficier de la hausse des fonds de capitaux destinés aux entreprises en début de croissance. De plus, le nombre de moyennes et de grandes entreprises semble se stabiliser suite à la hausse enregistrée de leur nombre depuis 2006.



AXE 2.

Réorienter la structure industrielle vers davantage de création de valeur

ENJEUX

- › Disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée
- › Niveau élevé de dépendance envers l'activité des administrations publiques
- › Dépendance élevée pour les importations de biens de moyenne et haute technologie

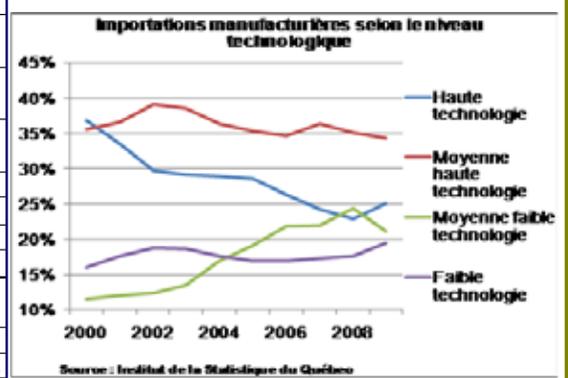
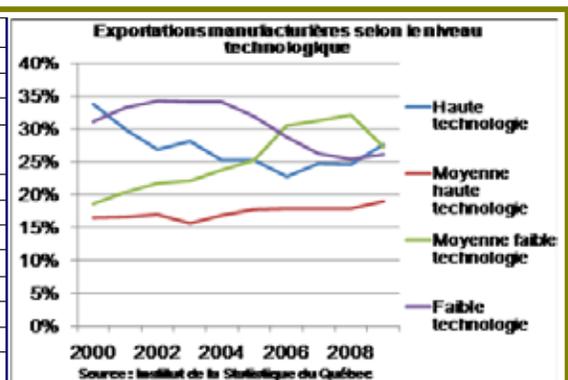
MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

- › Développer des filières industrielles porteuses de compétitivité
- › Encourager le développement des services aux entreprises
- › Soutenir le développement des avantages compétitifs

Une économie de plus en plus tournée vers les services. Entre 2003 et 2008, on observe que la part du PIB induite par la production de services continue d'augmenter au détriment de la production de biens. La concurrence internationale au sein de cette dernière industrie est certainement à l'origine de ce résultat. Toutefois, les progressions des industries de la construction et de l'extraction minière, de pétrole et de gaz viennent freiner la diminution de la production de biens mais n'arrivent pas à compenser les parts perdues par l'agriculture et la fabrication. À partir de ce tableau, il est à noter qu'en 2008 plus de 23 % du PIB est attribuable à la production de l'administration publique dans son ensemble.

Une tendance lourde mais lente à accroître le niveau technologique de sa production. En ce qui a trait au commerce international manufacturier, on observe une tendance quant aux niveaux technologiques des biens échangés par le Québec. Ainsi, la part des exportations et importations de haute technologie, après avoir connue une diminution entre 2000 et 2007, repart à la hausse depuis 2008 avec une amplitude supérieure pour les exportations. Les exportations de moyenne haute technologie représentent la plus faible part des exportations manufacturières mais présentent une tendance à la hausse tandis que leurs importations, très importantes relativement aux autres degrés de technologies, sont à la baisse. Les moyennes faibles technologies ont connu une forte croissance de leurs exportations et de leurs importations jusqu'en 2008 pour ensuite diminuer de manière significative. Enfin, les exportations de faible technologie dont la part relativement aux autres était très élevée subissent une diminution régulière alors que c'est exactement l'inverse que l'on observe pour leurs importations.

Produit intérieur brut aux prix de base (%)			
	2003	2006	2008e
Industries productrices de biens	31,7%	30,5%	29,9%
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1,9%	1,7%	1,6%
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	0,6%	0,9%	1,1%
Services publics	4,3%	4,0%	4,0%
Construction	5,1%	5,7%	6,6%
Fabrication	19,9%	18,2%	16,6%
Industries productrices de services	68%	69%	70%
Commerce de gros	5,2%	5,6%	5,7%
Commerce de détail	6,1%	6,3%	6,4%
Transport et entreposage	4,3%	4,3%	4,4%
Industrie de l'information et industrie culturelle	3,9%	3,8%	3,8%
Finance et assurances, services immobiliers et de location, gestion de sociétés et d'entreprises	16,4%	17,0%	17,1%
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,3%	4,4%	4,5%
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2,6%	2,8%	2,8%
Services d'enseignement	5,3%	5,1%	5,1%
Soins de santé et assistance sociale	7,5%	7,5%	7,6%
Arts, spectacles et loisirs	1,1%	1,1%	1,1%
Hébergement et services de restauration	2,3%	2,3%	2,4%
Autres services, sauf les administrations publiques	2,6%	2,7%	2,7%
Administrations publiques	6,8%	6,5%	6,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%



AXE 3.

Agir sur les facteurs directs de productivité

ENJEUX

- › Productivité comparativement faible
- › Faibles investissements en machinerie et matériel insuffisants

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

- › Soutenir la croissance du rendements des processus de production, tant des biens que des services
- › Promouvoir les investissements en capital
- › Encourager le recours aux TIC dans toutes les régions et dans toutes les industries
- › Promouvoir la révision des aspects réglementaires et administratifs pénalisant la compétitivité des entreprises

Une productivité en hausse qui accuse cependant toujours un retard par rapport à celle des autres provinces.

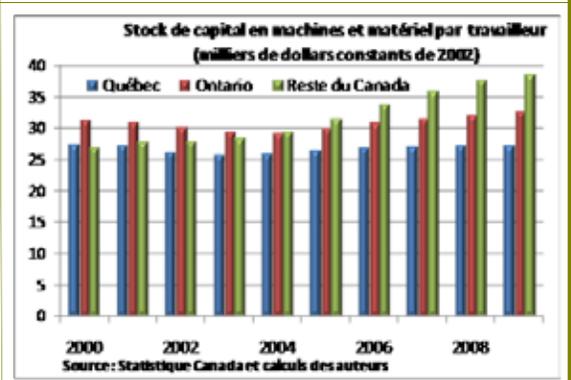
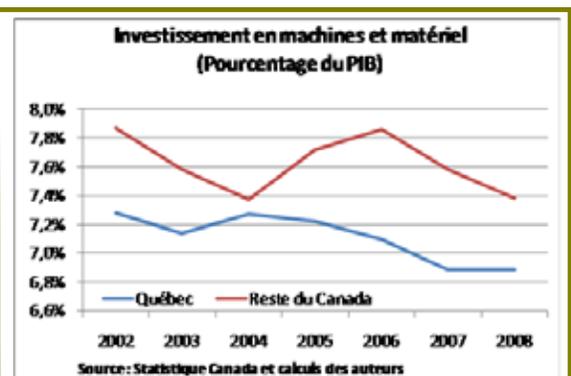
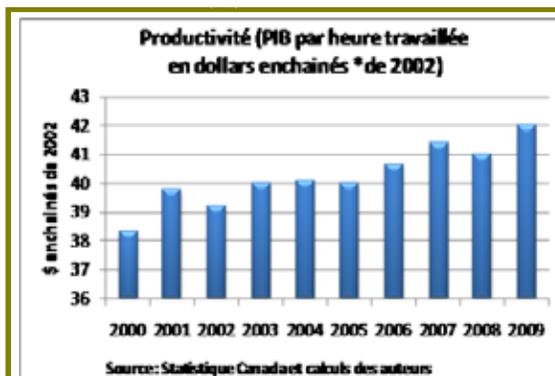
Durant la dernière décennie, la productivité au Québec a connu une croissance non négligeable. Ainsi, d'une production horaire de 38,3 dollars en 2000 les travailleurs québécois ont produit 42 dollars par heure travaillée en 2009, soit une augmentation de 9,66 %. Si l'on compare la productivité au Québec avec celle du reste du Canada, on remarque que l'écart est important et en défaveur de la production horaire québécoise. Ainsi, depuis 2002, année marquant un agrandissement substantiel de cet écart, ce dernier est en moyenne de 9,96 % en défaveur du Québec sans qu'une tendance définie ne se dégage.

Plusieurs facteurs influencent la productivité des travailleurs.

Le plus important est sans doute leur niveau de dotation en machines et matériel. Ainsi, en regardant l'évolution des stocks de ces dotations par travailleur, on remarque d'une part que les travailleurs Québécois ont à leur disposition moins de ressources productives que les Ontariens ou

les travailleurs du reste du Canada. D'autre part, ce niveau de stock est resté quasiment le même dans les 10 dernières années alors que le reste du Canada a connu une croissance lui permettant de dépasser non seulement le niveau de productivité du Québec mais aussi celui de l'Ontario.

Le graphique 2 illustre l'une des causes de ces résultats plutôt négatifs pour le Québec. Ainsi, la proportion de la richesse créée allouée à l'investissement en machines et matériel est plus basse dans la province que dans le reste du Canada et bien que sa diminution se soit stoppée en 2007, il n'y a aucun signe d'amélioration. En combinant les graphiques 2 et 4, on en déduit que les investissements québécois en machines et matériel servent uniquement à couvrir la dépréciation du capital.



AXE 4.

Favoriser le développement d'une main-d'œuvre adaptée aux besoins des entreprises

ENJEUX

- › Diminution de l'emploi surtout les emplois moins scolarisés
- › Taux d'emploi comparativement faible persiste

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

- › Soutenir l'adéquation des besoins avec les compétences
- › Soutenir le développement de partenariats industries-institutions postsecondaires
- › Encourager la revitalisation de l'apprentissage professionnel et la formation technique

La diminution de l'emploi se poursuit toujours malgré des signes positifs quant à la reprise économique.

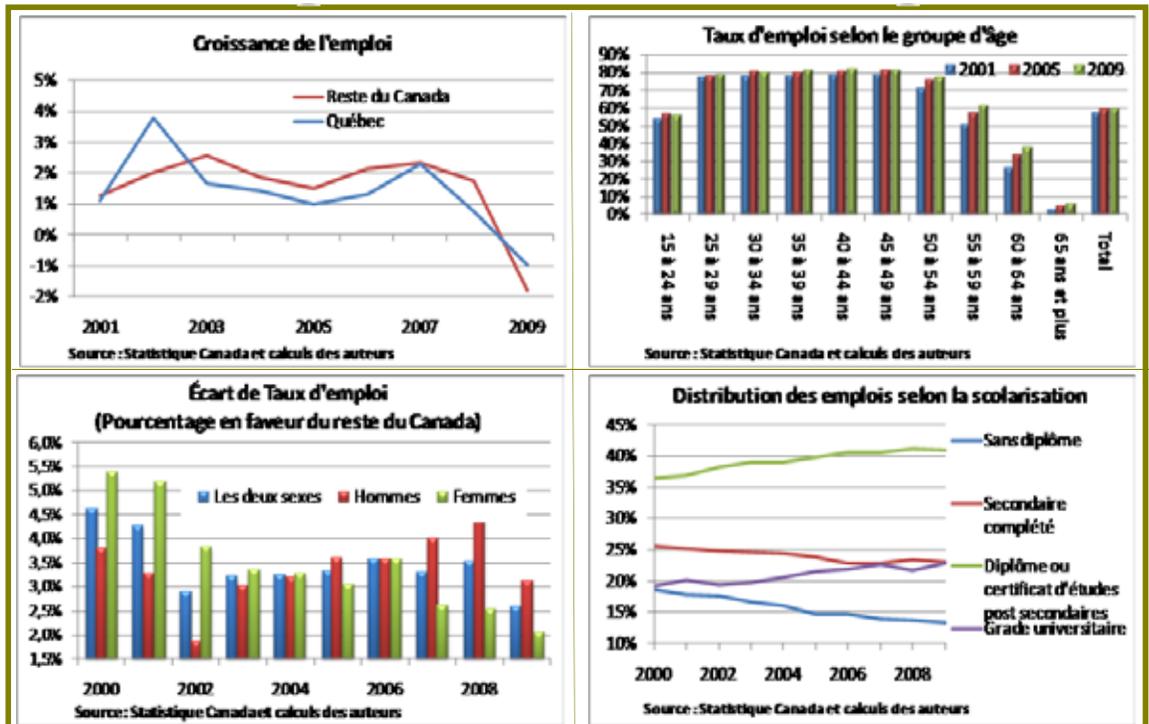
Le ralentissement économique s'est fait ressentir dans la croissance de l'emploi en 2009. En effet, pour la première fois depuis 2000, cette croissance a été négative. Non seulement le secteur des biens, avec une perte d'emploi de l'ordre de 2,5 %, mais aussi celui des services, dont la perte s'est élevée à 0,5 % d'emplois, ont subi ce choc. Ce n'est que la troisième fois depuis 1976 que ce dernier secteur est touché négativement dans le nombre d'emplois. À l'intérieur de ces secteurs, les industries les plus touchées sont celles du transport et de l'entreposage ainsi que celle de l'hébergement et des services de restauration tandis que la santé et les services sociaux ont créé des emplois en 2009. Le reste du Canada n'est pas en meilleur posture avec une perte d'emplois supérieure à celle du Québec et des taux de croissance de -1,8 % contre -0,98 % respectivement. L'écart de taux d'emploi entre le Québec et les autres provinces s'est donc amoindri entre 2008 et 2009.

Un écart du taux d'emploi entre le Québec et le reste du Canada plus important chez les hommes.

Le graphique 3 analyse ces écarts selon le sexe. On remarque que chez les femmes l'écart a connu une grande diminution passant de 5,4 points de différence entre le reste du Canada et le Québec en 2000 contre 2,1 points en 2009. Chez les hommes, la tendance est inversée et à partir du creux de 2002, l'écart n'a cessé

d'augmenter jusqu'en 2009, année à laquelle il a connu une diminution. Au final, les taux d'emploi du reste du Canada et du Québec semblent converger avec le temps. Le taux d'emploi croît pour tous les groupes d'âge sauf chez les plus jeunes. La démographie est un paramètre important à prendre en compte dans les futurs enjeux de la société québécoise du fait du vieillissement de la population. Les gens participent de plus en plus au marché du travail même les plus âgés à l'exception des 15-24 ans qui connaissent une diminution de leur taux d'emploi en 2009 alors que celui-ci avait augmenté entre 2001 et 2005. À l'opposé, les taux d'emploi des plus de 45 ans ont augmenté, les 55 à 64 ans étant les tributaires de la plus forte hausse. Il apparaît donc que la crise économique a touché négativement les plus jeunes tandis que les travailleurs plus âgés ont conservé leurs emplois.

Des emplois de plus en plus qualifiés. La distribution des emplois selon le plus haut niveau de scolarité atteint présente deux tendances. La première est la diminution de la part des emplois les moins qualifiés incluant les sans diplômes et les individus ayant complété leur secondaire. La seconde tendance découle naturellement de la première et on voit les parts des emplois les plus qualifiés augmenter. Enfin, il est à noter que les individus détenant un diplôme ou un certificat d'études post secondaires occupent à eux seuls plus de 40 % des emplois.



AXE 5.

Appuyer l'exploitation de notre potentiel énergétique en tant que levier économique, tout en améliorant notre efficacité énergétique

ENJEUX

- Rendement de l'hydroélectricité diminués en 2009
- Difficultés à accroître l'intensité énergétique des secteurs commercial et institutionnel

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

- Diversifier le portefeuille énergétique tout en misant sur l'électricité comme levier de croissance économique
- Encourager l'efficacité énergétique notamment pour le transport
- Simplifier le cadre réglementaire et accélérer les processus d'autorisation
- Arbitrage entre l'efficacité énergétique et la croissance de la filière commercial et institutionnel

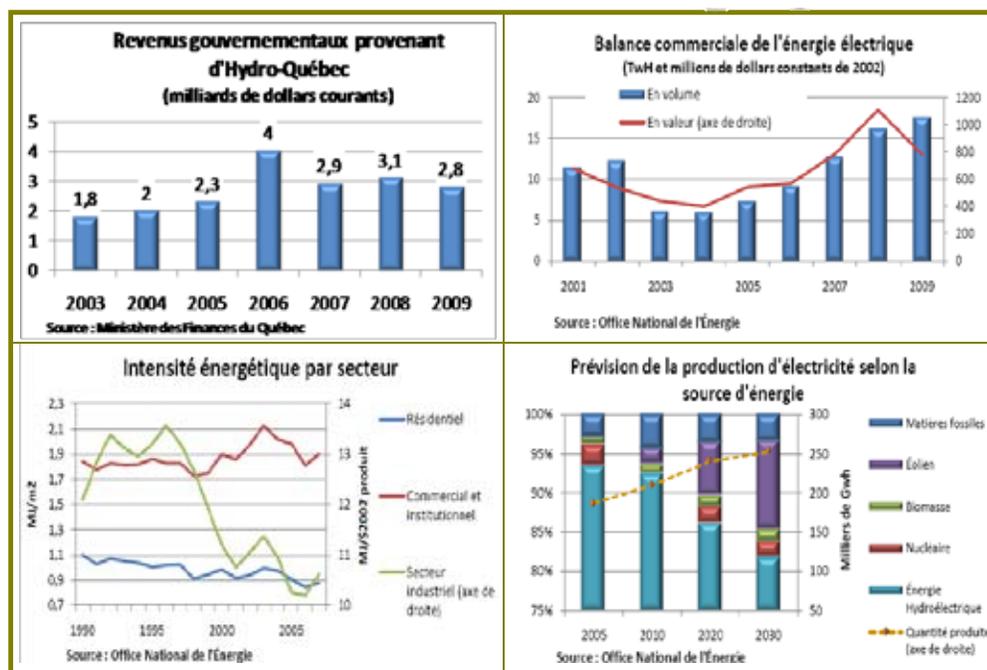
La production d'électricité est une source de revenus de plus en plus importante pour le Québec. Même si ces revenus ont une tendance croissante, deux sursauts ont eu lieu en 2006 et en 2007 avec respectivement la vente de Transelec Chile pour 1,7 milliards de dollars et le passage à un taux de dividende pour le gouvernement de 50 % à 75 %.

Des quantités exportées en augmentation par rapport aux quantités importées. La capacité productive d'électricité de la province lui permet de se positionner comme un fournisseur d'énergie important pour ses voisins. Ainsi, depuis 2004 le commerce extérieur de cette énergie est en forte hausse. En plus d'une augmentation substantielle des exportations qui sont passées de 9,5 TWh en 2004 à 18,6 en 2009, soit une augmentation de plus de 95 %, les importations ont quant à elles diminué de 68,6 % entre ces deux dates, ce qui a conduit à un solde commercial de 17,5 TWh. La balance commerciale en valeur a suivi la même tendance que celle en volume à l'exception près de l'année 2009 durant laquelle malgré une hausse des quantités exportées par rapport aux importations, la valeur de la balance commerciale a chuté de manière significative.

Le portefeuille d'énergies destinées à produire de l'électricité se diversifie et sa production va augmenter dans le futur. Le graphique 3 met non seulement en valeur la volonté de la province de se positionner en grand producteur d'électricité mais aussi de diversifier la source d'énergie servant à la produire. Grâce aux

nouveaux projets énergétiques, la production d'électricité est prévue d'augmenter de 34,9 % entre son niveau en 2005 et celui en 2030. De plus, on observe l'éolien et la biomasse devenir des sources d'énergie importantes dans la production d'électricité, leur part dans la production passant de 3,3 % en 2010 à 12,83 % en 2030.

Des tendances hétérogènes entre les secteurs dans l'évolution de l'efficacité énergétique. Le secteur industriel se distingue des autres par l'amélioration de son efficacité énergétique. L'adoption d'autres formes de combustibles par l'industrie de pâte et papier utilisant du mazout lourd auparavant combinée à la diminution de la part de la production provenant des industries à haute intensité énergétique dans le PIB sont deux explications parmi tant d'autres de cette tendance positive. Le secteur résidentiel semble lui aussi, certes dans une moindre mesure, suivre cette tendance d'efficacité. L'amélioration de l'enveloppe thermique des habitations et l'apparition d'appareils électroménagers moins énergivores sont les principales raisons de la légère diminution de l'intensité énergétique résidentielle. Par contre, le secteur commercial et institutionnel ne suit pas la même voie et après une période d'augmentation de la quantité d'énergie utilisée par mètre carré de surface utilisé entre 2000 et 2005, le secteur commence juste à retrouver son niveau de 1990! Toutefois, la nature même de cette industrie est un frein à l'efficacité, pensons par exemple aux hôpitaux et à leur machines requérant une quantité d'énergie non négligeable.



AXE 6.

Encourager le gouv. à poursuivre la transformation de l'appareil gouvernemental et à se recentrer davantage sur son rôle de facilitateur plutôt que d'entrepreneur

ENJEUX

- › Diminution des recettes publiques
- › Croissance de la dette publique et du service de la dette
- › Poids financier des administrations publiques

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

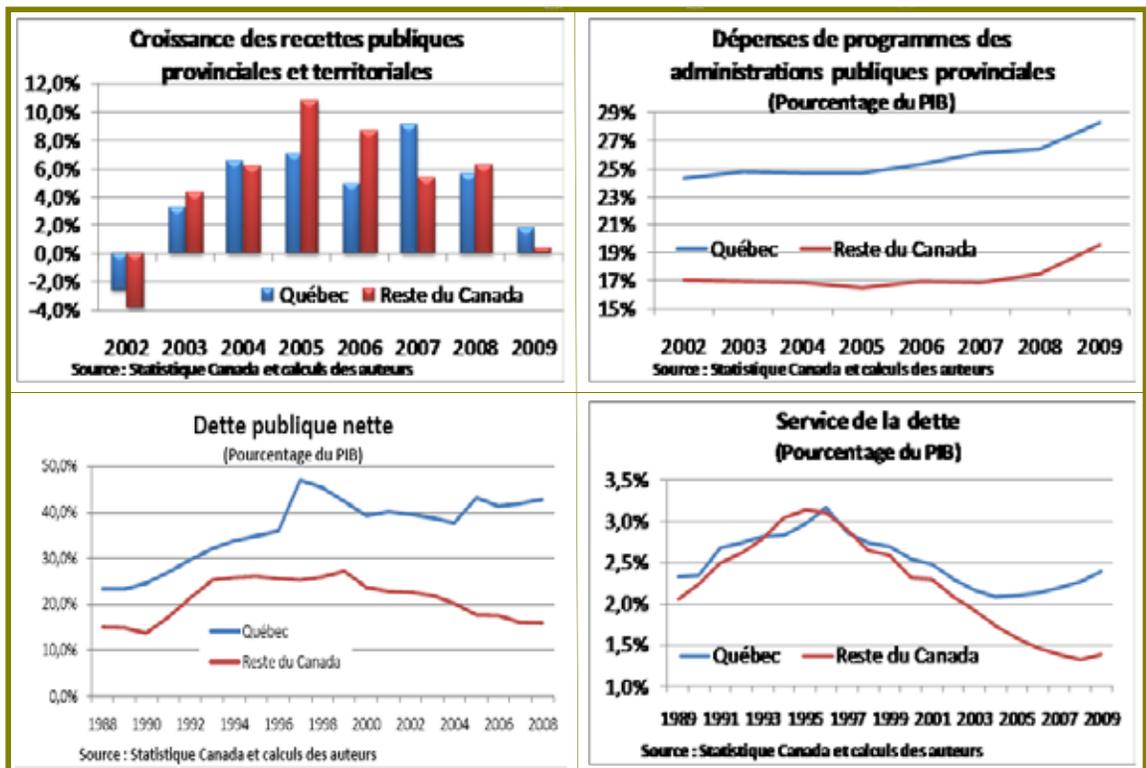
- › Recentrer davantage le rôle de l'État comme facilitateur plutôt que comme entrepreneur
- › Réévaluer la pertinence et la performance des services publics

L'État prend plus de place dans l'économie québécoise que dans les autres provinces.

À l'instar du reste du Canada, les recettes publiques provinciales et territoriales du Québec sont en croissance continue depuis 2003. Toutefois, cette croissance a été fortement ralentie en 2009 avec des taux de 1,8 % et 0,4 % pour le Québec et le reste du Canada respectivement. De la même manière, les dépenses publiques provinciales en pourcentage du PIB sont en permanente augmentation depuis 2002 passant de 24,3 % du PIB au début de la période à 28,3 % en 2009. Les autres provinces canadiennes dépendent moins relativement à leur PIB et malgré une diminution de ce pourcentage entre 2002 et 2005, on assiste depuis à une augmentation de ces dépenses. L'augmentation des dépenses en 2009 pour l'ensemble des provinces canadiennes est en partie imputable aux différents plans de relance économiques des gouvernements provinciaux afin de prévenir les effets de la crise.

Le service de la dette s'alourdit à nouveau.

Au Québec, la dette publique nette a crû plus vite que le PIB passant de 23,3 % de la production nationale à 42,8 % entre 1988 et 2008 mais tend à se stabiliser depuis les trois dernières années. Le constat est différent pour les autres provinces canadiennes. Ainsi, après une augmentation de la taille relative de leur dette par rapport à leur PIB dans la période antérieure à 1999, le poids de cette dette est revenu en 2008 au même niveau qu'en 1988. Malgré cette augmentation au Québec, le poids du service de la dette dans la production nationale, soit la somme des intérêts annuels sur la dette relativement au PIB, représentait 2,6 % du PIB en 2008 contre 3,2 % en 1989. Toutefois, après une courte période de stabilité entre 2004 et 2006, le poids du service de la dette est reparti à la hausse en 2008 et surtout en 2009. La différence dans le poids de la dette apparue en 1999 entre le Québec et le reste du Canada n'a cessé de s'agrandir en défaveur du Québec.



AXE 7.

Dynamiser notre potentiel d'innovation

ENJEUX

- › Faiblesse de la commercialisation des dépenses en R&D
- › Protection de la propriété intellectuelle

MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

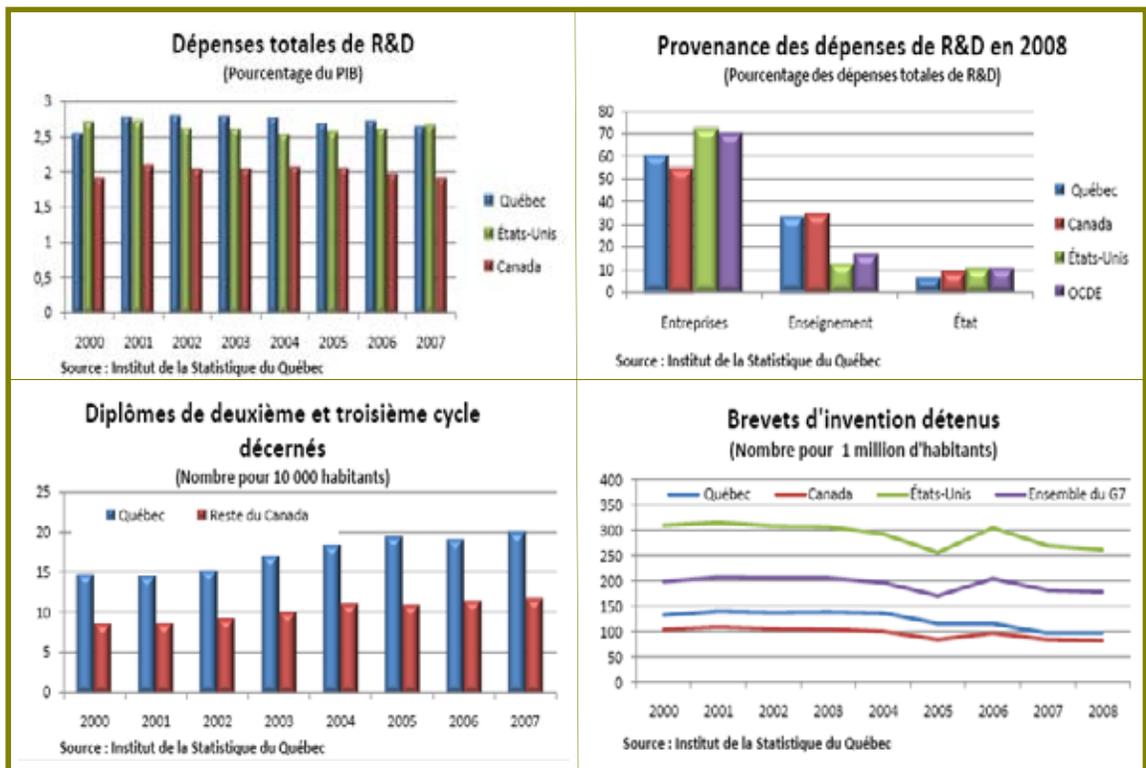
- › Promouvoir l'avantage comparé du Québec au niveau des taux de diplomation élevé aux 2^{ème} et 3^{ème} cycle
- › Consolider le système d'innovation québécois
- › Encourager les partenariats entre les acteurs de l'innovation
- › Ajuster la politique fiscale et la réglementation en faveur de l'innovation

Des dépenses de recherche et développement relativement élevées par rapport à la taille de son économie.

En pourcentage de son PIB, le Québec fait bonne figure en ce qui a trait aux dépenses de recherche et développement. Ainsi, même si les États-Unis l'ont dépassé de peu en 2007, cela n'a pas été le cas entre 2001 et 2006. Ces dépenses représentaient 2,63 % du PIB au Québec en 2007 tandis qu'elles étaient respectivement de 2,66 % et 1,91 % pour les États-Unis et pour la moyenne canadienne. Dans ces trois régions, la provenance de ces dépenses est structurée de la même manière avec une grande majorité assumée par les entreprises puis par l'enseignement et enfin par l'état. Toutefois, les parts respectives de chacun de ces secteurs ne sont pas les mêmes puisqu'aux États-Unis, les entreprises à elles seules assument plus de 72 % des dépenses tandis que cette part est de 60,25 % au Québec et de 54,4 % au Canada. La différence dans ces parts se répercute surtout dans l'enseignement, lequel est à l'origine de 33,3 % des investissements en R&D au Québec et 34,9 % pour la moyenne canadienne.

Malgré les points positifs, les ressources allouées à la recherche et au développement ont du mal à fructifier.

Le nombre de diplômes de deuxième et troisième cycle décernés pour 10 000 habitants au Québec est supérieur à celui du reste du Canada. De plus, l'écart entre les deux tend à s'agrandir avec une croissance plus rapide au Québec qu'ailleurs au Canada. Combiné à la performance québécoise dans les dépenses en recherche et développement, ce potentiel d'innovation ne semble pas être exploité de manière optimale lorsque nous comparons le nombre de brevets d'invention détenus par million d'habitants au Québec, aux États-Unis et en moyenne au Canada. Ainsi, même si ce nombre est supérieur dans la province qu'au Canada en général, l'écart qui était de 28 brevets en 2000 n'était plus que de 14 en 2008. Les États-Unis détiennent un nombre de brevets d'invention nettement supérieur avec 262 brevets en 2008 contre 98 pour le Québec à pareille date.



AXE 8.

Attirer les investisseurs étrangers et les partenaires commerciaux stratégiques

ENJEUX

- › Dépendance élevée persistante de l'économie envers les États-Unis
- › Dégradation de la balance commerciale interprovinciale et internationale
- › Diminution des investissements étrangers

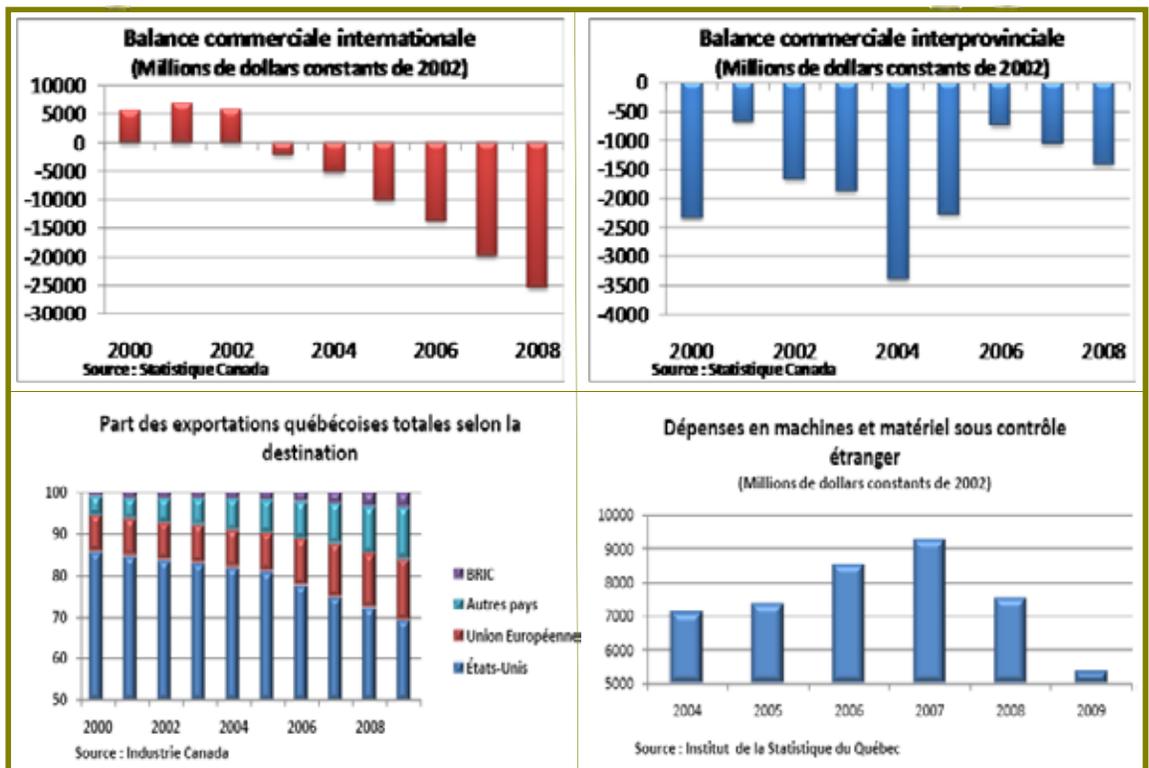
MOYENS PRIVILÉGIÉS PAR LA FCCQ

- › Promouvoir les avantages comparés du Québec pour les investisseurs étrangers
- › Soutenir le développement des débouchés à la commercialisation et à l'exportation
- › Soutenir la position des instances québécoises et canadiennes dans les relations commerciales avec les États-Unis

Une balance commerciale internationale se dégradant d'année en année et un commerce interprovincial en défaveur du Québec. À partir de 2003, la balance commerciale est devenue négative et ne cesse de se détériorer. Ainsi, d'une balance commerciale de 3 368 millions de dollars constants en 2000, cette dernière est passée sous la barre des - 25 000 millions de dollars constants en 2008! Ceci se produit alors que les destinations des exportations québécoises se font de plus en plus nombreuses.

Même si les États-Unis restent le plus grand bassin d'accueil de ces exportations, leur part est passée de 85,5 % des exportations en 2000 à 69,2 % en 2009. En effet, l'Union Européenne et les pays du BRIC deviennent d'importants partenaires. Du côté des échanges interprovinciaux, le graphique 2 nous montre que le Québec importe plus qu'il n'exporte et ce depuis 2000. Après avoir connu une valeur négative record en 2004, la balance s'est améliorée les deux années suivantes pour ensuite se dégrader à partir de 2007.

Enfin, le Québec a moins attiré les investissements en machines et matériel des entreprises sous contrôle étranger. Alors que ces investissements ont augmenté de 30 % de 2004 à 2007, ils ont diminué de 42,1 % de 2007 à 2009. La crise économique a brisé la tendance qui s'était installée en diminuant fortement l'attraction d'investissements étrangers.



Les signaux provenant des régions administratives du Québec

Bas-Saint-Laurent

PRINCIPALES INDUSTRIES

- > Construction
- > Transformation du bois
- > Agriculture, élevage et agroalimentaire
- > Fabrication d'aliments
- > Valorisation de la tourbe

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- > Valorisation de la tourbe et des technologies agroenvironnementales
- > Ressources, sciences et technologies marines
- > Habitat-construction

La production de la région du Bas-Saint-Laurent provient majoritairement du secteur des services avec 69 % de la production totale. Ce dernier a vu son poids dans l'activité économique augmenter entre 2000 et 2008 passant de 65,14 % à 69,05 % de la production entre ces deux dates, se rapprochant de la moyenne provinciale qui s'établissait en cette dernière année à 70,13 %. La production de biens dans cette région est essentiellement due à la fabrication de produits en bois et d'aliments.

La croissance annuelle moyenne du PIB par habitant de la région était de 3,1 % alors que celle du Québec était de 2,7 %. Ainsi le PIB par habitant de la région, alors qu'il était inférieur de 26 % au PIB par habitant du Québec en 2000, est inférieur que de 21 % en 2009. La crise économique a ralenti ce rattrapage mais le PIB par habitant est resté stable depuis 2007 passant de 28 385 \$ à 28 377 \$.

En effet, le taux d'emploi est une nouvelle fois en dessous de la moyenne québécoise, l'écart tend à se résorber surtout depuis l'année 2004 où le taux régional a crû plus vite que le provincial. Depuis cette année, il y a en moyenne 54,5 % des personnes en âge de travailler occupant un emploi. Toutefois, les emplois sont en moyenne moins productifs que l'emploi moyen au Québec puisque la région accapare 2,4 % de l'emploi du Québec et produit 2 % de sa production.

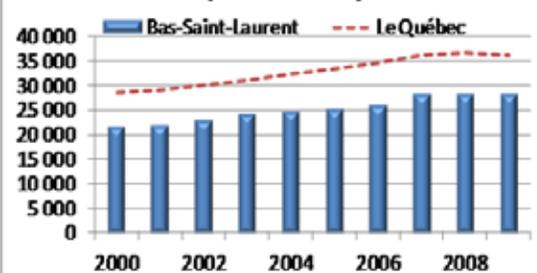
On observe dans la région une très forte croissance des investissements en construction depuis 2000, soit une croissance annuelle moyenne de 16 %, mais les investissements en machines et équipement diminuent annuellement en moyenne de 3,4 %. Les investissements en % du PIB sont passés de 18 % en 2000 à 27 % en 2009, soit une augmentation annuelle moyenne de 5 %. Ce qui porte les investissements en machines, équipement et construction en % du PIB de la région à 27 % soit un taux supérieur de 6 points à celui du Québec.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Bas-Saint-Laurent	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	13,8	17,1
Fabrication (31-33)	13,4	16,6
Soins de santé et assistance sociale (62)	10,6	7,6
Commerce de détail (44-45)	8,4	6,4
Secteur de la production de biens (total)	30,9	29,9
Secteur des services (total)	69,1	70,1

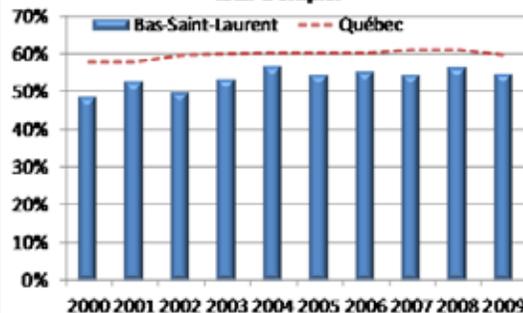
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



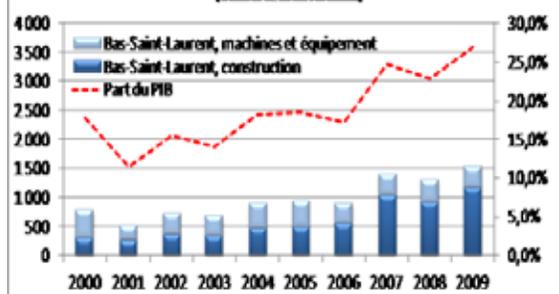
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Capitale-Nationale

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Bioalimentaire
- › Défense et sécurité
- › Sciences de la vie
- › Technologies de l'information
- › Tourisme

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Technologies appliquées
- › Sciences de la vie
- › Aliments santé
- › Tourisme
- › Assurance
- › Métaux et matériaux avancés

La création de richesse de la Capitale-Nationale est en grande partie attribuable au secteur des services avec une forte présence du secteur des finances (18 % du PIB) et de l'administration provinciale (15 %). Le secteur des services représentait 80,8 % de la production régionale en 2008 et le poids de ce dernier n'a guère changé dans la dernière décennie.

Cette particularité structurelle n'est pas sans lien avec la croissance continue et soutenue de la richesse par habitant (en moyenne annuellement de 3,6 %) dont le niveau a toujours été supérieur à celui de la province (en moyenne annuellement de 2,7 %) depuis 2000. Le PIB par habitant de la région était en 2009 supérieure à la moyenne du Québec de 12 % alors qu'il était de 3 % en 2000. Ainsi, le PIB par habitant de la région est maintenant de 40 450 \$ comparativement à 36 160 \$ en moyenne au Québec.

La capacité de la région à offrir des emplois n'est pas en reste. Ainsi, si 55,2 % des personnes en âge de travailler occupaient un emploi en 2000, ils étaient 62,2 % en 2009, résultant en un écart grandissant avec la province. Les performances de la région en matière d'emploi sont devenues supérieures à celles du Québec en 2002 et le sont restées depuis.

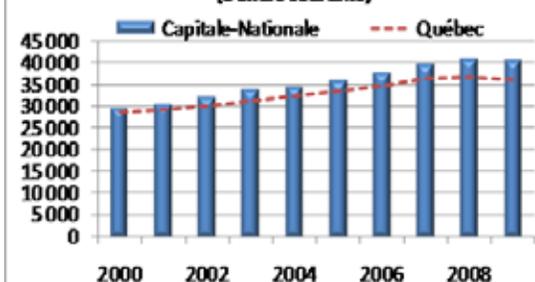
On observe dans la région une très forte croissance des investissements en machines, équipements et construction, surtout au cours des quatre dernières années. Depuis 2000, ces investissements croissent en moyenne annuellement de 11 % (16 % en construction et 7 % en machines et équipement). Les investissements en % du PIB de la région sont passés de 15 % en 2000 à 27 % en 2009, soit un taux supérieur de 6 points au taux moyen du Québec de 21 %.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Capitale-Nationale	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	18,2	17,1
Administrations publiques (91)	15,1	6,6
Fabrication (31-33)	9,7	16,6
Soins de santé et assistance sociale (62)	8,6	7,6
Secteur de la production de biens (total)	19,2	29,9
Secteur des services (total)	80,8	70,1

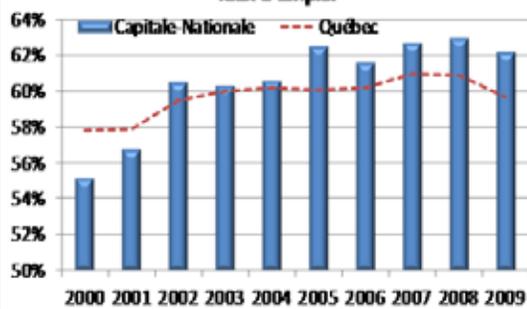
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



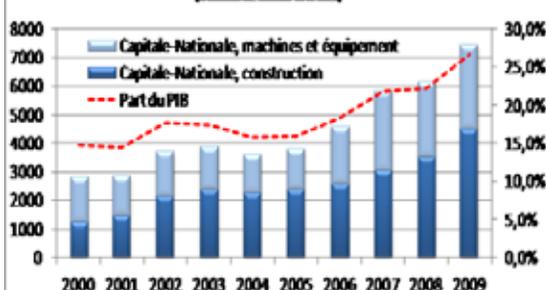
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Milliards de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Centre-du-Québec

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Agroalimentaire
- › Construction
- › Transformation des métaux
- › Papier
- › Tourisme

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Équipements de transports terrestres, véhicules spéciaux et produits récréatifs
- › Technologies et systèmes logistiques de récupération et de valorisation des matières résiduelles
- › Productions fromagères
- › Meubles et bois ouvré
- › Textiles techniques
- › Papiers spécialisés

Le Centre-du-Québec est caractérisé par une forte part de sa production provenant du secteur des biens à savoir 45,71 % en 2008 et plus particulièrement du secteur manufacturier. Pendant la dernière décennie, on assiste à un transfert de la production provenant du secteur des biens vers celle provenant du secteur des services. Ce dernier secteur a vu sa part dans la production de la région passer de 46,87 % en 2000 à 54,3 % en 2008. Le secteur des finances et celui du commerce de gros sont les deuxième et troisième secteurs d'activités les plus importants de la région.

La richesse par habitant a augmenté en moyenne annuellement de 2,5 % entre 2000 et 2009 comparativement à 3,4 % pour l'ensemble du Québec. Ainsi, elle était en 2009 de 32 707 \$ comparativement à 36 162 \$ pour l'ensemble du Québec, soit un écart de 9,6 % inférieur.

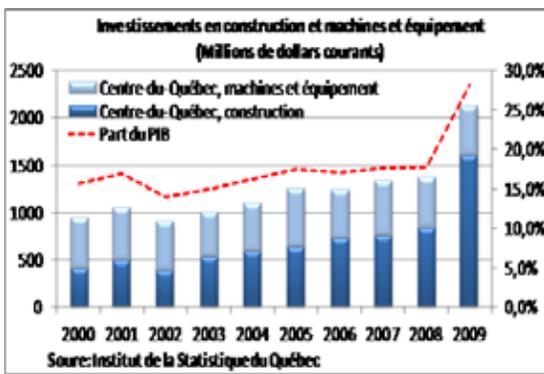
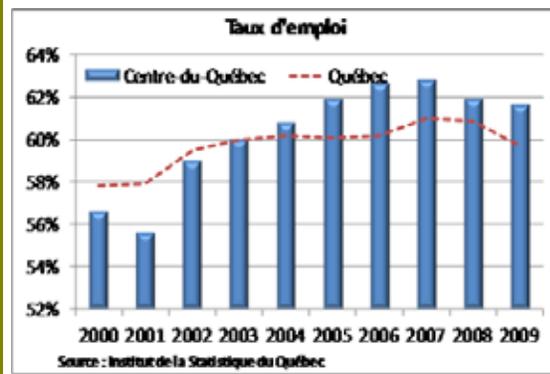
Toutefois, ces constats sont différents en ce qui concerne le taux d'emploi. Ce dernier est supérieur à celui de la province depuis 2003 après une croissance très importante de ce taux entre 2001 et 2002. Si les années 2008 et 2009 font pâle figure suite à la croissance continue et très soutenue du taux d'emploi observé entre 2001 et 2007, la diminution des deux dernières années est restée inférieure à celle de la province et l'écart est même revenu aussi haut en 2009 qu'il ne l'était en 2007.

Cette région est également marquée par une très forte croissance annuelle des dépenses en construction depuis 2000, soit en moyenne 16 % et à une diminution annuelle moyenne des investissements en machinerie et équipement de -0,5 %. Si bien qu'au total ces investissements sont passés de 18 % du PIB à 28 %, soit 7 points de plus que la moyenne québécoise.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Centre-du-Québec	Le Québec
Fabrication (31-33)	28,7	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	12,7	17,1
Commerce de gros (41)	7,3	5,7
Soins de santé et assistance sociale (62)	6,8	7,6
Secteur de la production de biens (total)	45,7	29,9
Secteur des services (total)	54,3	70,1

Source: Institut de la Statistique du Québec



Chaudière-Appalaches

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Agroalimentaire
- › Transformation alimentaire
- › Matériels de transport
- › Meubles
- › Produits métalliques

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Matériaux composites et plastique
- › Produits de revêtement et d'apparence de bois
- › Textiles techniques
- › Meuble
- › Technologie environnementales liées à la production et à la transformation animales

La région de Chaudière-Appalaches voit sa structure de production glisser peu à peu vers le secteur des services. Si la tendance observée depuis 2001 perdure, ce secteur devrait s'accaparer au moins 60 % de la production totale d'ici quelques années. Toutefois, le secteur manufacturier et notamment la fabrication de produits de consommation reste très important dans la région.

Le PIB par habitant est inférieur à celui de la province de 11 % mais l'écart se rétrécit puisque sa croissance annuelle moyenne est de 3,4 % comparativement à 2,7 % dans l'ensemble du Québec.

Le taux d'emploi de la région affiche de belles performances avec le maintien d'une supériorité sur celui s'appliquant dans la province entière. Toutefois, après une envolée entre 2001 et 2004, on assiste depuis cette date à une diminution de la capacité d'emploi de la région de Chaudière-Appalaches. En 2009, ce taux est resté au niveau de 2008 soit 62,7 % contrastant avec la baisse enregistrée dans la province.

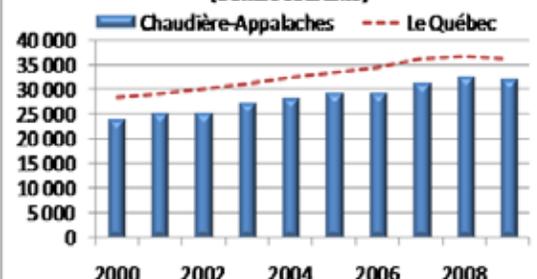
Les montants investis en machines et équipement ont tendance à augmenter d'année en année jusqu'en 2005, année affichant une valeur record avec un montant investi avoisinant 1 309 millions de dollars courants, soit une augmentation de 130 % comparativement à 2000. Les années subséquentes ont par ailleurs connu une baisse continue de ces investissements, mais la croissance annuelle moyenne des investissements en machines et équipement est tout de même demeurée à 4,1 % de 2000 à 2009. Comme dans les autres régions, les investissements en construction ont connu un taux de croissance annuelle moyenne supérieure à ceux en machineries et équipement, soit 7,7 %.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Chaudière-Appalaches	Le Québec
Fabrication (31-33)	28,6	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	18,5	17,1
Soins de santé et assistance sociale (62)	6,7	7,6
Commerce de détail (44-45)	6,6	6,4
Secteur de la production de biens (total)	41,6	29,9
Secteur des services (total)	58,4	70,1

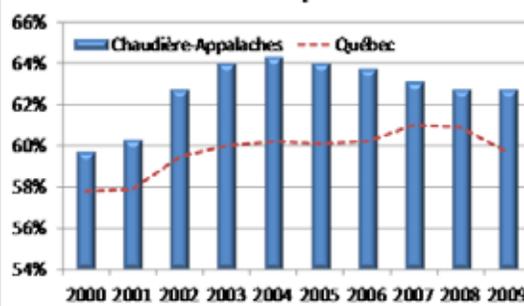
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



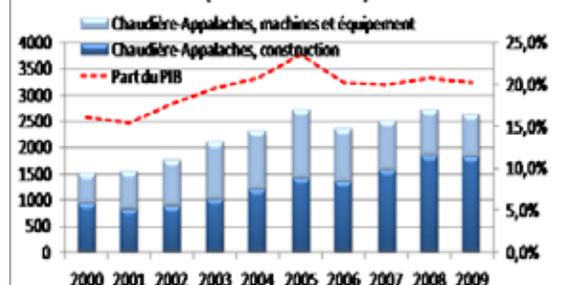
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Côte-Nord

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Minière
- › Hydroélectricité
- › Première transformation des métaux

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Ingénierie des procédés industriels, miniers et métallurgiques.
- › Ressources, sciences et technologies marines
- › Utilisation et transformation de la forêt boréale
- › Photogénie et production de pommes de terre et petits fruits nordiques
- › Production, transport et entreposage d'énergie

La Côte-Nord possède une économie fortement tournée vers la production de biens avec 62,9 % de la production totale de la région provenant de ce secteur. Les grands chantiers, miniers et hydroélectriques, ainsi que l'exploitation forestière expliquent en bonne partie la prédominance du secteur des biens. La répartition de cette production entre les biens et services n'a que peu changé depuis 2000.

La Côte-Nord fait partie des régions dont le faible poids démographique, la forte valeur ajoutée des activités économiques mais aussi la présence de chantier important exigeant des travailleurs provenant de l'extérieur de la région vont influencer positivement le montant de la richesse produite par habitant. Ainsi, le PIB per capita est très haut et bien au-dessus de la moyenne provinciale. Le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant sur la période 2000-2009 s'est élevé à 3,5 % et a permis à la région de se distinguer de la moyenne provinciale en agrandissant l'écart de la richesse par habitant, soit de 35 % supérieur. En 2009, malgré une décroissance de la production relativement à la

taille de la population, la Côte-Nord avait produit une richesse par habitant de plus de 48 600 \$ tandis que la production moyenne de la province était à peine près de 36 200 \$.

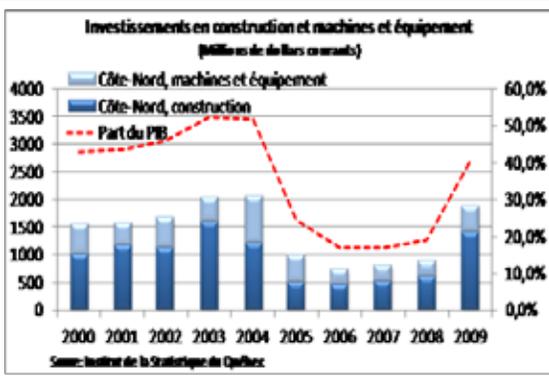
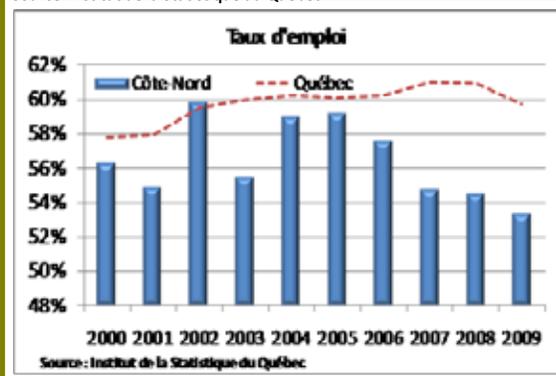
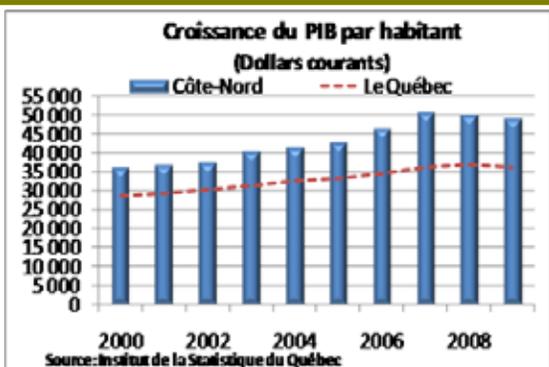
Ces bons résultats contrastent avec les performances de la région du point de vue du taux d'emploi. Depuis 2005, ce taux est en permanente diminution et est passé de 59,2 % à 53,4 % en 2009. L'écart avec le reste de la province s'est fortement aggravé alors que le taux régional s'était approché du niveau provincial en 2004 et 2005 et qu'il l'avait dépassé en 2002.

Le faible niveau du taux d'emploi de ces trois dernières années a certainement un lien avec le faible niveau d'investissements en machines et équipements de 2006 à 2008. Ce niveau est un indicateur pour une région si dépendante de grands projets. Toutefois, en 2009 les investissements sont repartis à la hausse, avec une augmentation de plus de 56 % par rapport au niveau de 2008 et le projet du Grand Nord proposé par le gouvernement va certainement entraîner une augmentation soutenue de ces montants.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Côte-Nord	Le Québec
Fabrication (31-33)	20,4	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	6,1	17,1
Soins de santé et assistance sociale (62)	5,6	7,6
Transport et entreposage (48-49)	5,0	4,4
Secteur de la production de biens (total)	62,9	29,9
Secteur des services (total)	37,1	70,1

Source: Institut de la Statistique du Québec



Estrie

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Services immobiliers
- › Agroalimentaire
- › Construction
- › Pâtes et papiers
- › Commerce

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Fabrication de composantes en caoutchouc, en plastique et en matériaux composites destinées à la fabrication et à l'assemblage de matériel de transport
- › Transformation du bois d'apparence et composites
- › Biotech santé
- › Électronique de pointe pour les technologies de l'information
- › Bio-industries environnementales

En Estrie, le secteur des services est dominant avec 67 % de la production provenant de ce dernier. Si l'on regarde l'évolution de la répartition de la production, la tendance est clairement à la substitution du secteur des biens par celui des services. Les secteurs les plus importants après celui des finances et services immobiliers, sont ceux de la construction et du commerce de gros et de détail.

De la richesse créée par habitant, un point important se dégage en Estrie. L'écart avec la moyenne du Québec se creuse. Alors qu'il était de 10 % en 2000, il est passé à près de 19 % en 2009. En effet, la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant était de 1,4 % comparativement à 2,7 % au Québec pour la période. À la fin de cette période, le PIB per capita était de 29 448 \$, soit 6 700 \$ de moins que la moyenne québécoise.

Le taux d'emploi de l'Estrie ne suit pas la tendance de celui du Québec dans son ensemble. Ceci se répercute en de fortes variations dans les écarts des taux entre les deux. Ainsi, alors que l'Estrie atteignait son taux d'emploi maximum en 2002 avec 61,1 % de personnes en âge de travailler occupant un emploi,

c'est en 2007 que le Québec atteignait le sien avec un taux de 61 %. En 2008, ce taux a diminué de manière dramatique dans la région en perdant 4,1 points de pourcentage en l'espace d'une année. Cette forte diminution a été largement compensée par une augmentation de ce taux en 2009 de 5,2 points. En 2008, cette chute a fait passer le taux d'emploi régional bien en-dessous du niveau moyen de la province tandis que la remontée de 2009 l'a conduit au-dessus de ce dernier.

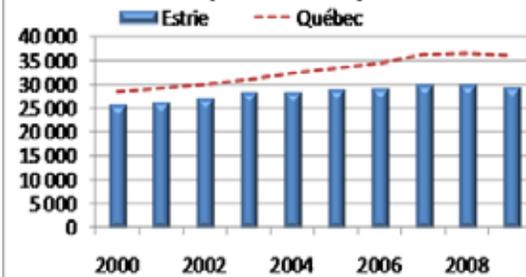
Le niveau des investissements en machines et équipement a diminué depuis 2000 en moyenne annuellement de 3,2 %. Heureusement, les investissements en construction ont fortement augmenté, soit en moyenne annuellement de 9,4 %. Ainsi, l'évolution du total de ces investissements est demeurée positive. Il est à noter que les investissements en machines et équipements étaient à leur plus bas niveau en 2009 suite à une diminution de 20 % par rapport au niveau de 2008.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Estrie	Le Québec
Fabrication (31-33)	22,4	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	16,3	17,1
Soins de santé et assistance sociale (62)	10,5	7,6
Services d'enseignement (61)	9,0	5,1
Secteur de la production de biens (total)	33,1	29,9
Secteur des services (total)	66,9	70,1

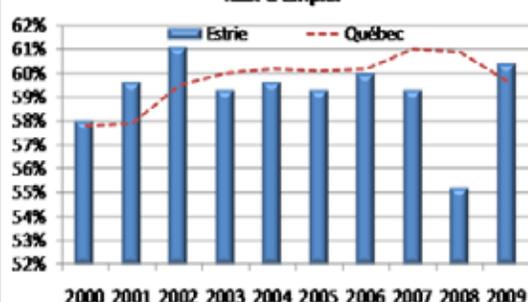
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



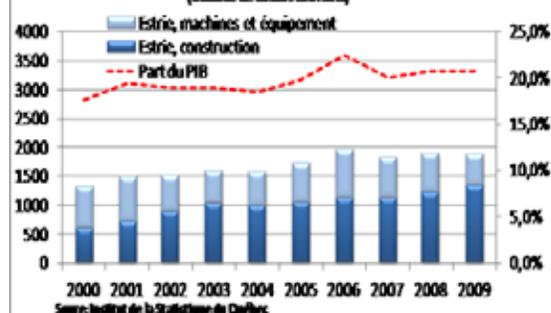
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

PRINCIPALES INDUSTRIES

- > Éolienne
- > Agriculture
- > Pêche
- > Fabrication d'aliments
- > Tourisme

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- > Récrotourisme santé/nature
- > Ressources, sciences et technologies marines
- > Éolien
- > Produits forestiers à valeur ajoutée (sapin baumier et peuplier faux-tremble)

L'économie de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se tourne de plus en plus vers la production de services à la disgrâce de la production de biens. De 66 % de la production provenant de ce premier secteur en 2000, la région a vu la part de la production de services passer à 72 % en 2008. Les récents développements de la production d'électricité de source éolienne ainsi que la place de l'industrie du tourisme expliquent en partie cette évolution de l'économie régionale.

Le PIB par habitant de la région est nettement en dessous de la valeur moyenne de l'ensemble du Québec, soit par plus de 12 500 \$ en 2009. Seul point positif sur ce tableau est son taux de croissance annuelle moyenne entre 2000 et 2009 faiblement supérieur à celui du Québec, avec 2,9 % comparativement à 2,7 %.

À l'instar de la richesse créée par habitant, le taux d'emploi est significativement inférieur dans la région à celui de la province. Le pourcentage moyen d'individus en âge de travailler occupant un emploi durant la dernière décennie s'établissait à 43,4 % soit le taux le plus faible de la province. L'écart avec la province est toutefois stable.

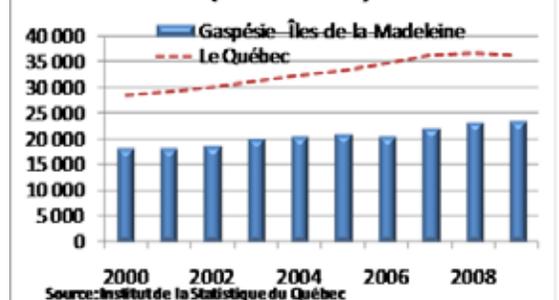
Enfin, les investissements ont fortement augmenté durant la période 2000-2009. En effet, la croissance des investissements en machines et équipements de la région était la deuxième plus élevée de la province avec un taux annuel moyen de 9,8 %, dépassé seulement par le Nord du Québec. La croissance également élevée des investissements en construction, en moyenne annuellement de 15 %, a contribué à élever le niveau des investissements en proportion du PIB à 31 %.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	13,6	17,1
Soins de santé et assistance sociale (62)	13,1	7,6
Administrations publiques (91)	8,5	6,6
Services d'enseignement (61)	8,1	5,1
Secteur de la production de biens (total)	28,3	29,9
Secteur des services (total)	71,7	70,1

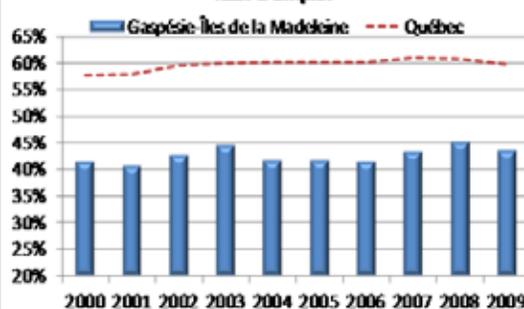
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



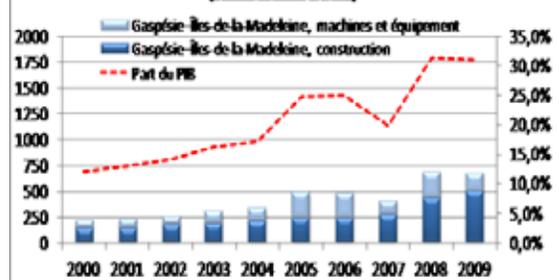
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (milliards de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Lanaudière

PRINCIPALES INDUSTRIES

- > Services immobiliers
- > Fabrication
- > Construction
- > Commerce

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- > Structures complexes et composantes métalliques
- > Meuble, 2ème et 3ème transformations
- > Transformation agroalimentaire
- > Valorisation des plantes et biotechnologie végétale

Plus des deux-tiers de la production de la région de Lanaudière était attribuable au secteur des services en 2008. Marquée par une activité importante en construction, cette part est restée stable durant la dernière décennie et aucun changement structurel ne semble perturber cette stabilité.

Le faible niveau du PIB par habitant dans cette région relativement à celui de la province s'explique en partie par la proximité de Montréal. En effet, cette proximité a pour effet d'attirer une partie des habitants de la région vers la métropole pour y exercer leur emploi. Le poids démographique de cette région est donc relativement supérieur à son activité économique. Malgré cela, la richesse créée par habitant a connu une croissance quasiment continue entre 2000 et 2009. Sur l'intégralité de la période, le taux de croissance moyen de la production per capita s'est établi à 4,2 % pour atteindre un niveau de 23 100 \$ en 2009 contre 16 000 \$ en 2000.

Ce qui était un inconvénient pour la production par habitant devient un avantage pour le taux d'emploi. Ainsi, la population de Lanaudière en âge de travailler se voit offrir un nombre d'emploi supérieur à celui prévalant pour la population de la province. En 2002, le taux d'emploi a fait un bon sans précédent en passant de 58 % à 62 %. Par la suite, la croissance a perduré jusqu'en 2005. Une période de stabilité semble s'installer et malgré la diminution de 2008, le taux d'emploi est revenu en 2009 à son niveau de 2007.

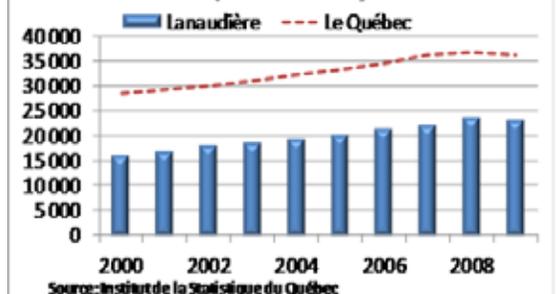
Les montants investis en machines et équipements sont très différents d'une période à l'autre. Après avoir atteint un sommet en 2004, ces derniers ont diminué et l'amélioration de 2008 ne s'est pas maintenue en 2009 alors que le niveau d'investissements a chuté de 24 % entre ces deux années. Les investissements en construction ont augmenté plus régulièrement de 2000 à 2008, et diminué en 2009. Le taux de croissance annuelle des investissements en construction était tout de même de plus de 14 % pour toute la période.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Lanaudière	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	24,4	17,1
Fabrication (31-33)	14,4	16,6
Construction (23)	10,4	6,6
Commerce de détail (44-45)	9,3	6,4
Secteur de la production de biens (total)	28,6	29,9
Secteur des services (total)	71,4	70,1

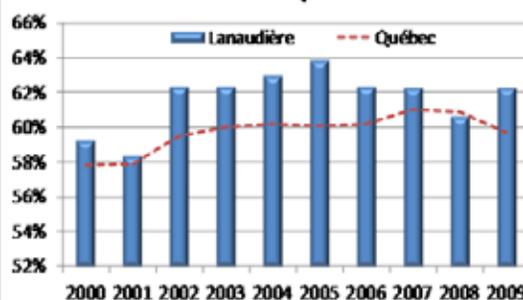
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



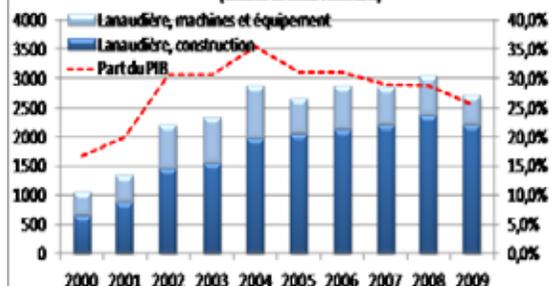
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Laurentides

PRINCIPALES INDUSTRIES

- > Services immobiliers
- > Aéronautique
- > Construction
- > Forestière
- > Tourisme

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- > Tourisme de villégiature quatre saisons
- > Aliments et mets préparés
- > Utilisation et transformation de la forêt mixte: produits à valeur ajoutée
- > Transport terrestre avancé

Le secteur des services, dont celui des finances et services immobiliers, est dominant dans l'économie des Laurentides et sa part dans la production tend à augmenter au fil des années. La proximité de la région avec Montréal en plus de son attrait touristique sont deux facteurs contribuant à maintenir un haut niveau de production de services.

Le montant de la production par habitant est inférieur dans les Laurentides à celui prévalant dans la province. Ce dernier a toutefois connu une augmentation annuelle moyenne supérieure de 0,5 point à celle du Québec pour se situer à 29 450 \$ en 2009 comparativement à 36 200 \$ pour la province. L'écart avec le PIB moyen du Québec tend à diminuer dans cette région.

Le taux d'emploi des Laurentides est volatile et aucune tendance ne sort dans l'évolution de ce ratio. Toutefois, mise à part l'année 2006 durant laquelle le taux d'emploi s'appliquant dans l'intégralité de la province est passé au-dessus de celui des

Laurentides, ce dernier a toujours été supérieur dans la dernière décennie. Le haut niveau atteint en 2007 n'a pas été maintenu et après une diminution de 2 points de pourcentage entre cette année et 2008, l'année 2009 a elle aussi connu une baisse, bien que légère, de son taux. Notez que le niveau d'emploi de la région et le PIB par habitant comparativement faible indique que les emplois de cette région ont en moyenne une valeur ajoutée plutôt faible.

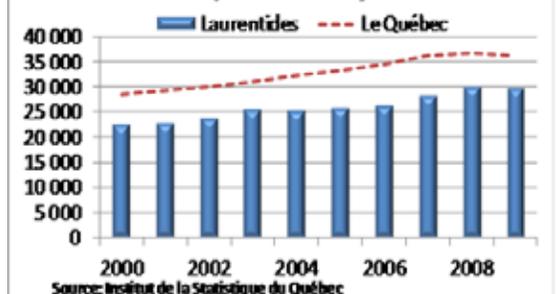
Les niveaux d'investissements en construction, machines et équipements ont connu une forte augmentation depuis 2000 mais les deux dernières années et la crise économique ont résulté en une faible diminution de ces montants. Toutefois, entre 2000 et 2009, les investissements en construction ont augmenté annuellement en moyenne de 10 % et ceux en machines et équipement de 2,5 %, ce qui maintient les investissements en proportion du PIB à 27,5 % en 2009, soit un niveau supérieur à celui du Québec.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Laurentides	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	23,0	17,1
Fabrication (31-33)	15,8	16,6
Construction (23)	10,3	6,6
Commerce de détail (44-45)	7,8	6,4
Secteur de la production de biens (total)	31,4	29,9
Secteur des services (total)	68,6	70,1

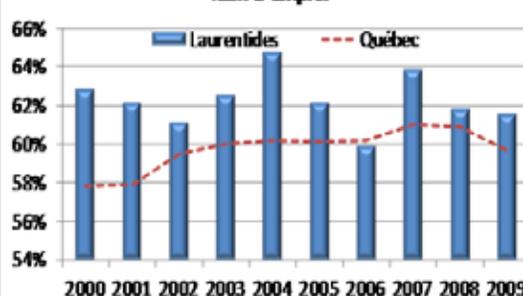
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



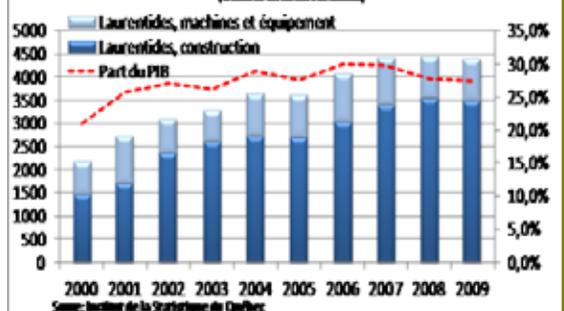
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Laval

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Agroalimentaire
- › Biotechnologie
- › Pharmaceutique
- › Technologie de l'information

La région Lavalloise est tournée en grande partie vers la production de services relativement à celle des biens avec une part de la production totale de la région de plus de 74 % en 2008. Encore une fois l'activité en construction domine avec le secteur des finances et des services immobiliers, suivi de près par les secteurs du commerce de gros et de détail.

Le PIB par habitant de Laval est typiquement plus faible que celui du Québec. En 2009, il s'établissait à 23 140 \$. Au cours de la période de 2000 à 2009, il a augmenté en moyenne annuellement de 3,9 %, une performance supérieure à celui du PIB par habitant de la province qui a augmenté en moyenne de 2,7 %. Ce qui a contribué à réduire l'écart entre les deux. Cette évolution est influencée par la proximité de la région à la ville de Montréal attirant des travailleurs résidents à Laval.

Le taux d'emploi est quant à lui supérieur à celui du Québec et même si la croissance observée dans la province entre 2001 et 2002 a amoindri cet écart, ce dernier a augmenté à partir de 2007 grâce aux

4,6 points de pourcentage d'augmentation pour la région Lavalloise. Les deux dernières années ont toutefois été marquées par deux diminutions consécutives et soutenues du nombre d'individus en âge de travailler occupant effectivement un emploi.

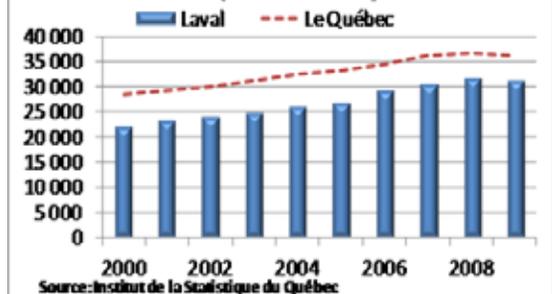
À l'instar des autres régions, les investissements en construction dominant. Ils augmentent en moyenne de 13,3 % par année. L'évolution des investissements en machines et équipements suit la même tendance mais à un taux moyen annuel de 6 %, un taux comparativement élevé, surpassé par seulement 3 régions. Toutefois, la crise financière de 2008 a laissé place à une chute brutale des investissements en machines et équipement de près de 34 % en 2009. Cette dernière année contraste avec le pic observé en 2007 et ses 1 120 millions de dollars investis en machines et équipements.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Laval	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	21,5	17,1
Fabrication (31-33)	13,6	16,6
Construction (23)	9,5	6,6
Commerce de détail (44-45)	8,5	6,4
Secteur de la production de biens (total)	25,7	29,9
Secteur des services (total)	74,3	70,1

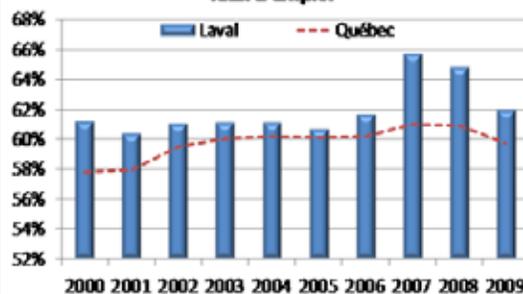
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



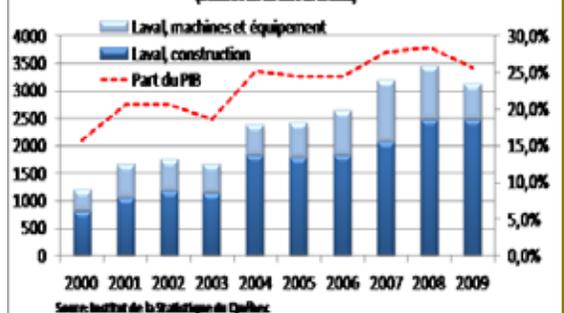
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Milliards de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Mauricie

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Agroalimentaire
- › Papetière
- › Transformation des métaux
- › Transport
- › Services immobiliers

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Papier à valeur ajoutée et technologies associées
- › Technologies de transformation des métaux (magnésium et titane)
- › Hydrogène et électrotechnologies
- › Meubles
- › Bioprocédés industriels

La présence du secteur des services dans la production totale de la Mauricie est relativement stable depuis 2000. À la fin de la période, ce secteur représentait 61,3 % de la production de la région contre une moyenne de 70,1 % dans la province.

La production par habitant est assez faible par rapport à celle prévalant au Québec et l'écart se maintient à environ 16 % depuis 2000. En effet, le taux de croissance annuelle moyenne de la production par habitant était de 2,8 %, soit seulement 0,1 % de plus que celui du Québec. Ce qui réduit très lentement l'écart observé avec le reste du Québec.

Le taux d'emploi a oscillé entre 50 % et 55 % entre 2000 et 2009 et après la stabilité observée en 2007 et 2008 avec un taux quasiment égal ces deux années, ce dernier a diminué en 2009 de quelques 1,8 points de pourcentage pour s'établir à 52 %. La comparaison avec la moyenne de la province est en défaveur de la région. En 2009, il y avait en moyenne 60 % des habitants de la province en âge de travailler occupant effectivement un emploi.

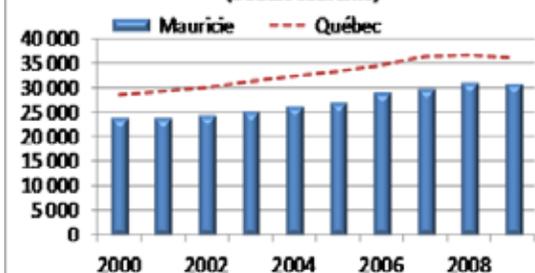
Alors que les investissements en construction ont évolué à un taux annuel moyen de 9,6 %, les investissements en machines et équipements ont diminué de 2000 à 2009 à un taux annuel moyen de 3 %. En 2009, ces derniers investissements étaient plus faibles de 132 millions \$ qu'ils ne l'étaient en 2000.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Mauricie	Le Québec
Fabrication (31-33)	20,0	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	14,0	17,1
Soins de santé et assistance sociale (62)	9,4	7,6
Services publics (22)	7,6	4,0
Secteur de la production de biens (total)	38,7	29,9
Secteur des services (total)	61,3	70,1

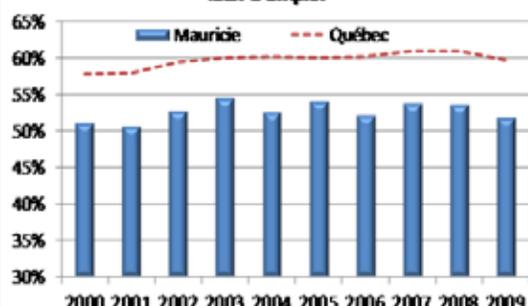
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



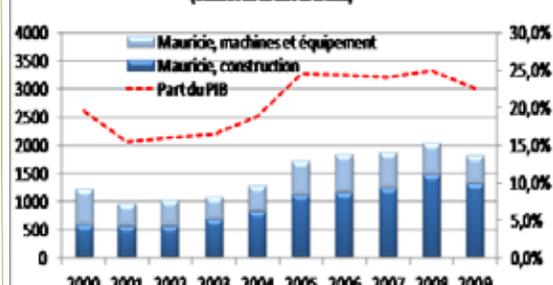
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Montérégie

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Agroalimentaire
- › Aéronautique
- › Bioalimentaire

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Bioalimentaire
- › Transformation des métaux ferreux et nouveaux matériaux associés
- › Fabrication à haute valeur ajoutée en aéronautique
- › Technologies avancées de matériel de transport terrestre
- › Cinéma
- › Fabrication à haute valeur ajoutée de composantes microélectroniques

La production régionale en Montérégie était de 65 % en 2008 attribuable au secteur des services. Cette part a pris de l'importance depuis 2000, année pendant laquelle elle avait connu un creux. L'industrie manufacturière est importante dans une région de plus en plus tournée vers la production à forte valeur ajoutée tels l'aéronautique, l'électronique et l'informatique. Malgré cette tendance c'est le secteur des finances et services immobiliers qui domine avec 21 % de la production régionale, suivi du secteur de la construction qui produit 8 % du PIB.

À l'instar de Lanaudière, de Laval ou encore d'une partie des Laurentides, cette région bénéficie géographiquement de la proximité de la métropole et les habitants de la région sont nombreux à se déplacer vers Montréal afin d'y travailler. Ceci se reflète dans la production par habitant qui se situe bien en dessous du niveau provincial de près de 6 000 \$ depuis 2000. La richesse créée par habitant a connu une croissance annuelle moyenne de 3 %, comparativement à 2,7 % pour l'ensemble du Québec depuis 2000, ce qui contribue à réduire l'écart entre les deux mais très lentement.

Le taux d'emploi est quant à lui supérieur à celui de la province dans son ensemble. L'écart s'est toutefois réduit après avoir été d'une ampleur importante entre 2000 et 2003 où le taux d'emploi de la région était en moyenne supérieur de 5,1 points de pourcentage. Par la suite, on assiste à une diminution de ce taux dont la cause se trouve certainement plus dans l'accroissement démographique de la région et du nombre de personnes en âge de travailler.

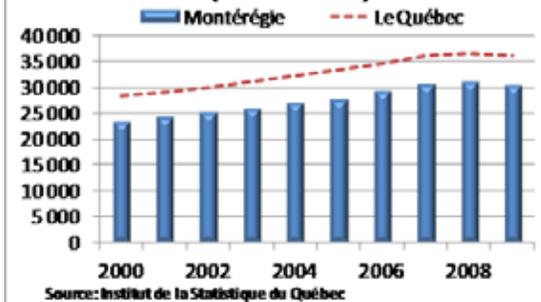
À l'instar des autres régions les investissements en construction avec un taux de croissance annuelle moyen de 12 % influencent positivement l'activité économique de la région. Les investissements dans les machines et équipements malgré un niveau de 24 % du PIB et une croissance annuelle moyenne positive de 1,7 %, ont perdu de la vitesse en 2009 avec une chute de 15 % en un an.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Montérégie	Le Québec
Fabrication (31-33)	21,2	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	18,5	17,1
Construction (23)	7,7	6,6
Commerce de détail (44-45)	7,2	6,4
Secteur de la production de biens (total)	35,1	29,9
Secteur des services (total)	64,9	70,1

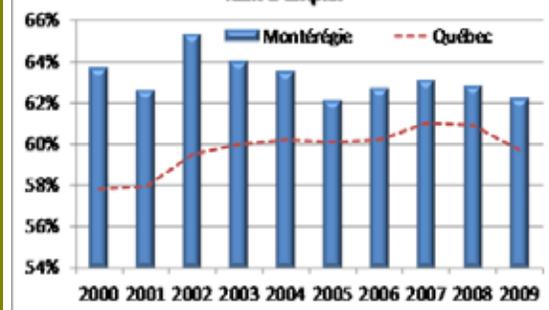
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



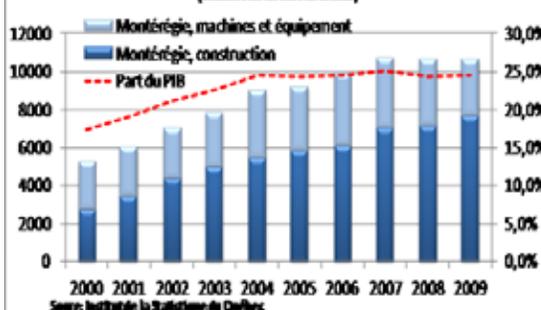
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Milliards de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Montréal

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Aérospatiale
- › Transformation avancée des métaux
- › Chimique
- › Pharmaceutique
- › Technologies en informatique et en télécommunications
- › Culturelle
- › Finances
- › Services professionnels
- › Tourisme

La région de Montréal est la plus importante du Québec en ce qui a trait à l'activité économique. Sa production est grandement orientée vers les services représentant près de 77 % de celle-ci en 2008, incluant un taux d'activité important dans les services financiers, d'information, culturels et professionnels. Ces secteurs ont d'ailleurs augmenté leur importance durant la dernière décennie car leur part était de 70 % en 2000. La région est également celle qui a connu la plus faible contribution du secteur de la construction à son activité économique, 3,2 %, parmi les régions métropolitaines et les régions environnantes.

La supériorité de la production par habitant de Montréal s'amenuise avec le temps. Alors qu'elle était de 49 % supérieure en 2000, elle ne l'est plus que de 38 %, soit la deuxième plus élevée de l'économie québécoise. Ce qui signifie tout de même un écart de 13 850 \$ en 2009. Il est à noter toutefois qu'en 2008 et 2009, la richesse créée per capita a diminué en moyenne de 1,7 % alors qu'elle est restée stable au Québec (-0,1 %).

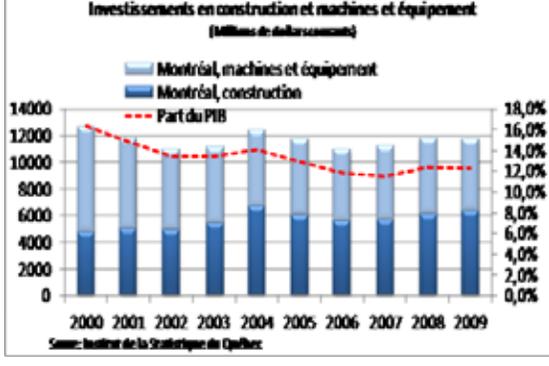
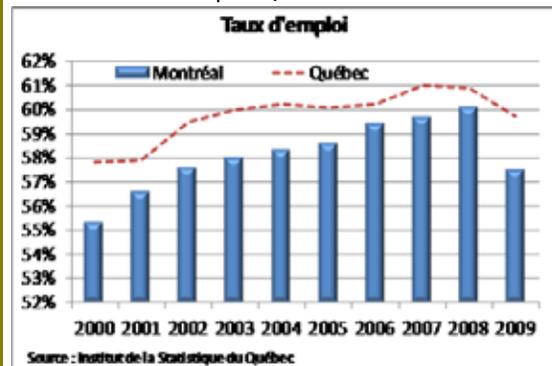
À l'opposé, le taux d'emploi de la métropole est inférieur à celui du Québec et ce, depuis le début de la période en 2000. Le nombre d'emploi relativement à la population en âge de travailler a augmenté à un rythme annuel moyen de 1 % entre 2000 et 2008 pour ensuite chuter de 4,3 % en 2009.

La croissance des investissements en construction, machines et équipements dans cette région est anémique depuis le début de la décennie. Si bien que ces investissements ont diminué régulièrement depuis 2000 de -0,6 % en moyenne, les faisant passer de 16 % du PIB à 12 % en 2009. Sans surprise le taux de croissance annuel moyen du PIB est de 2,3 % soit 0,4 point plus faible que la croissance du PIB québécois. Une constatation peu encourageante compte tenu que Montréal est le cœur de l'activité économique du Québec.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Montréal	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	16,5	17,1
Fabrication (31-33)	14,8	16,6
Commerce de gros (41)	7,6	5,7
Industrie de l'information et industrie culturelle (51)	7,5	3,8
Secteur de la production de biens (total)	22,7	29,9
Secteur des services (total)	77,3	70,1

Source: Institut de la Statistique du Québec



Nord-du-Québec

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Construction
- › Forestière
- › Minière
- › Hydroélectrique
- › Transport

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Cogénération, valorisation des résidus et première transformation du bois
- › Tourisme nordique : diversité culturelle et d'aventure
- › Consolidation et diversification de l'exploration et de l'exploitation minières en milieu nordique

L'impressionnante part de la production attribuable au secteur des biens et notamment en construction avec 40 % de la production, est particulière à la région du Nord-du-Québec. L'activité forestière et énergétique explique aussi en grande partie ce résultat dans une région où le secteur primaire est largement dominant.

La croissance de la richesse créée par habitant dans cette région est impressionnante avec un taux annuel moyen de 8,3 %. Ce qui accroît l'écart avec la richesse moyenne par habitant du Québec. En effet alors qu'il était de 27 % en 2000, il est maintenant de 104 % ce qui équivaut à un écart de 37 600 \$.

Quant au taux d'emploi, mis à part un dépassement de la moyenne québécoise en 2002, celui-ci lui a toujours été inférieur. L'évolution de ce taux semble volatile et depuis 2005 une décroissance continue à un taux annuel moyen de 2,5 %. Cette région a perdu 6,1 points de pourcentage entre le pic de son taux d'emploi en 2002 et la fin de la période en 2009.

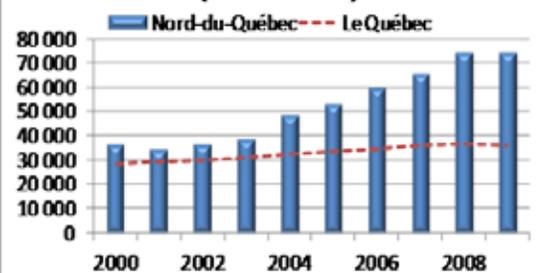
C'est sans surprise que l'on constate que les investissements en construction, machines et équipements ont connu les taux de croissance annuelle moyens les plus élevés du Québec, soit de 34 % en construction et 22 % en machines et équipements de 2000 à 2008. Il est à noter que ce dernier taux est supérieur de 12 points au deuxième taux de croissance le plus élevé au Québec (Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine). Cependant, l'année 2009 ternit ce portrait avec une diminution des investissements en construction et en machines et matériels de l'ordre de 32 % par rapport à l'année précédente. La montée des cours de plusieurs matières premières ainsi que les différents projets gouvernementaux du Grand Nord expliquent l'ampleur de ces investissements qui devraient demeurer pour les mêmes raisons à un niveau élevé dans le futur.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Nord-du-Québec	Le Québec
Construction (23)	39,5	6,6
Soins de santé et assistance sociale (62)	3,9	7,6
Fabrication (31-33)	3,0	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	2,2	17,1
Secteur de la production de biens (total)	79,4	29,9
Secteur des services (total)	20,6	70,1

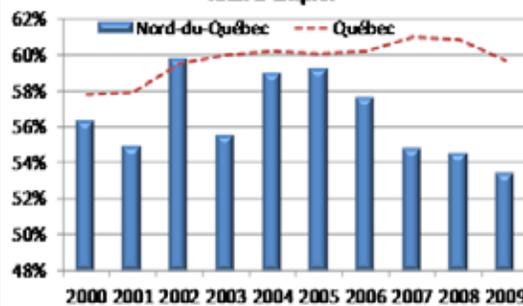
Source: Institut de la Statistique du Québec

Croissance du PIB par habitant (Dollars courants)



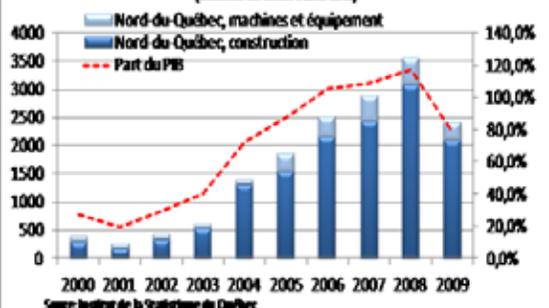
Source: Institut de la Statistique du Québec

Taux d'emploi



Source: Institut de la Statistique du Québec

Investissements en construction et machines et équipement (Millions de dollars courants)



Source: Institut de la Statistique du Québec



Outaouais

PRINCIPALES INDUSTRIES

- › Administration publique
- › Construction
- › Forestière
- › Pâtes et papier
- › Tourisme
- › Technologies de l'information

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- › Production et transformation du bois de type feuillu
- › Technologies langagières
- › Intégration des technologies et des processus d'affaires
- › Développement de logiciels

La forte présence de services publics, notamment fédéraux, résulte en une structure de la production de la région extrêmement tournée vers le secteur des services. Ainsi, près de 80 % de la production de l'Outaouais lui était attribuable en 2008 et cette proportion est restée plutôt stable dans le temps. Encore une fois, les industries de la construction et celle des finances et de services immobiliers dominent l'économie de la région avec respectivement 10 % et 17 % de la production qui leur est attribuable.

Le PIB par habitant est très inférieur à la moyenne québécoise -24 % en 2000. Toutefois, cet écart tend à diminuer de sorte qu'il est maintenant de 20 %, soit environ de 7 000 \$ inférieur au PIB par habitant québécois de 36 160 \$, étant donné un taux de croissance annuel moyen de 3,4 %. Par ailleurs, il est à noter que la croissance annuelle moyenne du PIB est de 4,7 %, ce qui implique que la région a une croissance annuelle moyenne de sa population active plus élevée que celle du PIB.

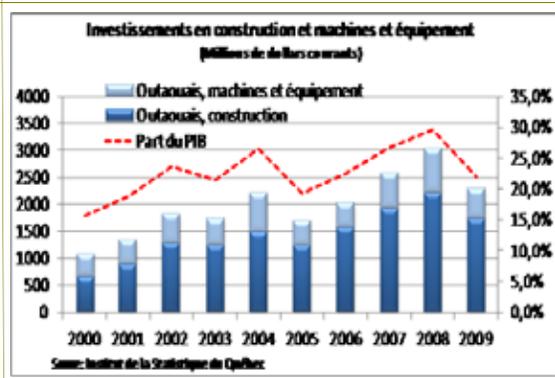
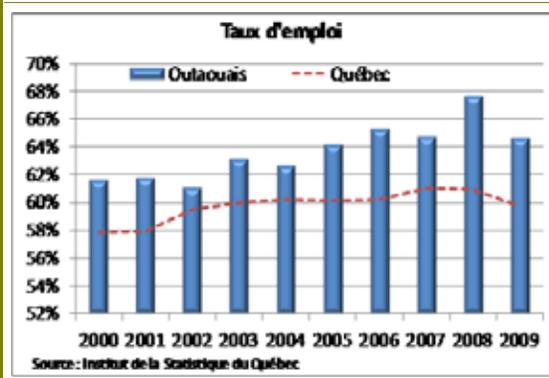
Sur l'ensemble de la période 2000-2008, le taux d'emploi de la région a connu une croissance et a pu demeurer sans interruption au-dessus de la moyenne provinciale. Le taux d'emploi a connu une croissance de 6 points de pourcentage entre les deux dates extrêmes de cette période pour s'établir en 2008 à 67,6 %. L'année 2009 a vu son taux passé à 64,6 % soit une baisse de 3 points par rapport à son niveau précédent.

La croissance des investissements en construction et machines et équipements était en moyenne respectivement de 16 % et de 9 % annuellement de 2000 à 2008. Si bien qu'à la fin de la période la région réinvestissait dans l'économie près de 30 % de son PIB. L'année 2009, comme partout ailleurs a marqué une diminution importante dans les investissements, 27 % en construction et 50 % en machines et équipements. Mais les récents projets fédéraux de revitalisation urbaine devrait signifier un retour de la hausse des investissements.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Outaouais	Le Québec
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	17,1	17,1
Construction (23)	10,1	6,6
Soins de santé et assistance sociale (62)	7,4	7,6
Fabrication (31-33)	5,9	16,6
Secteur de la production de biens (total)	20,4	29,9
Secteur des services (total)	79,6	70,1

Source: Institut de la Statistique du Québec



Saguenay-Lac-St-Jean

PRINCIPALES INDUSTRIES

- > Produits en bois
- > Forestière
- > Pâtes et papier
- > Première transformation des métaux

CRÉNEAUX D'EXCELLENCE

- > Transformation de l'aluminium
- > Tourisme d'aventure et écotourisme
- > Valorisation des innovations génomiques et biomédicales
- > Minéraux industriels
- > Agriculture nordique
- > Produits à valeur ajoutée, 2ème et 3ème transformations du bois des essences de la forêt boréale

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean a une production provenant majoritairement du secteur des services mais le rapport entre les secteurs de biens et ce premier est tout de même équilibré. L'agriculture, la transformation de matières premières et la foresterie sont les grandes industries de la région. Il est à noter que plus de 90 % des exportations du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont à destination des États-Unis, ce qui rend cette région vulnérable à la fragilité américaine.

La création de valeur ajoutée par habitant de la région est inférieure à la moyenne du Québec, l'écart en 2009 s'établissait à 2 406 \$. La croissance de la production per capita a suivi à peu près le même parcours que celle du Québec mais à un taux légèrement plus élevé, 3,3 % versus 2,7 %. Ce qui a eu pour conséquence de réduire l'écart avec la moyenne de 13 % à 8 %.

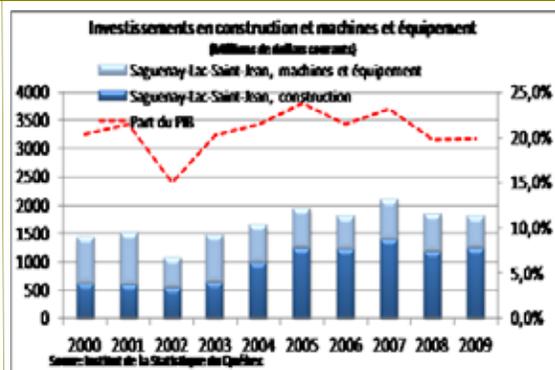
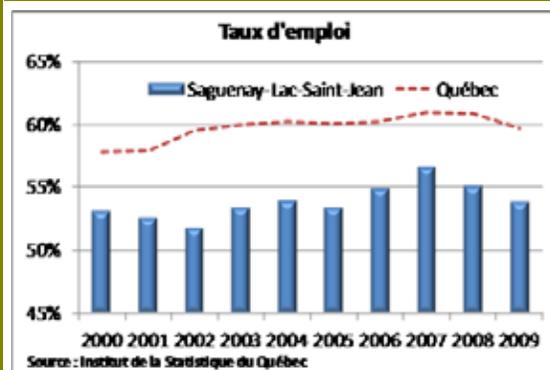
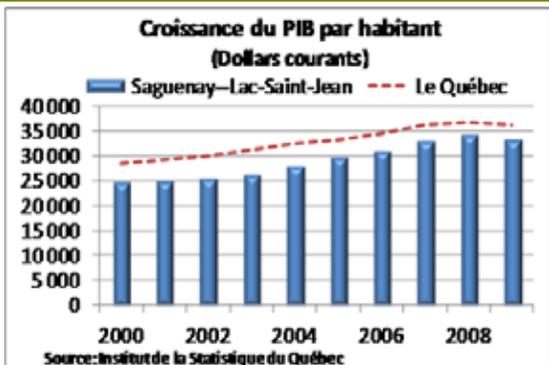
Le taux d'emploi, inférieur à celui de la moyenne du Québec, a diminué de manière consécutive en 2008 et 2009 avec des taux de décroissance respectivement de 2,9 % et 2,2 %. En 2009, 53,8 % des individus de plus de 15 ans occupaient un emploi au Saguenay-Lac-Saint-Jean contre 59,7 % au Québec.

La crise économique a eu pour effet d'accélérer la diminution des investissements en machines et équipements dont la décroissance annuelle moyenne est passée de 2,4 % de 2000 à 2007 à 9,5 % de 2007 à 2009. Heureusement la croissance annuelle moyenne des investissements en construction est demeurée positive à 8 % au cours de toute la période. Ainsi les investissements totaux en proportion du PIB sont demeurés à près de 20 %.

Répartition de la contribution au PIB des principaux secteurs d'activité

Structure industrielle (% du PIB), 2008	Saguenay-- Lac-Saint- Jean	Le Québec
Fabrication (31-33)	27,5	16,6
Finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises (52, 53, 55)	11,6	17,1
Soins de santé et assistance sociale (62)	8,6	7,6
Commerce de détail (44-45)	7,3	6,4
Secteur de la production de biens (total)	42,9	29,9
Secteur des services (total)	57,1	70,1

Source: Institut de la Statistique du Québec



Notes de la rédaction

Les Indicateurs FCCQ est une publication annuelle offrant une analyse courante de la performance économique du Québec et de ses régions administratives.

Toutes les données proviennent de sources officielles : l'Institut de la Statistique du Québec, Statistique Canada, Industrie Canada et Ressources naturelles Canada. Aucune donnée n'a été compilée par la FCCQ.

L'analyse contenue dans *Les Indicateurs FCCQ – Édition 2010*, a été rédigée par Joanne Castonguay, vice-présidente adjointe au CIRANO et Henri Thibaudin, professionnel de recherche au CIRANO.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à Joanne Castonguay au (514) 985-4000 # 3029 ou à joanne.castonguay@cirano.qc.ca.

La Fédération des chambres de commerce du Québec
555, boul. René-Lévesque Ouest, 19^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1B1
Tél. (514) 844-9571
Fax. (514) 844-0226
fccq.ca

